

# Besprechungen = Comptes rendus

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **23 (2016)**

Heft 1: **Masse, Märkte und Macht in der Geschichte des Sports = Masse, marchés et pouvoir dans l'histoire du sport**

PDF erstellt am: **20.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

## Literatur zum Thema

### Comptes rendus thématiques

#### Thierry Terret Histoire du sport

Presses universitaires de France, collection «Que sais-je?», Paris 2013, 4e édition mise à jour, 127 p., € 9,-

Retracer l'histoire du sport en se limitant au format prescrit par la collection «Que sais-je?» constitue indéniablement un défi que Thierry Terret relève avec succès. L'ouvrage décrypte avec minutie les origines du sport avant de se concentrer sur la diffusion et le développement du phénomène, en particulier en France. La première préoccupation de l'auteur consiste à définir le sport moderne en le différenciant des jeux antiques et médiévaux. Si les mouvements gestuels et corporels suggèrent en effet une continuité entre ces pratiques, la finalité à laquelle elles aspirent diffère passablement. Les jeux antiques et médiévaux revêtaient une symbolique sacrée et un caractère rituel que les sports modernes n'ont pas cherché à reproduire. La notion de *performance* semble en revanche aussi inaliénable des pratiques modernes qu'insignifiante chez ses ancêtres. Ayant fait l'objet d'après débats, la question ne peut cependant se résoudre à ces deux aspects. L'une des réponses les plus pertinentes a été donnée par Allen Guttmann qui, dans l'ouvrage *From Ritual to Record. The Nature of Modern Sports* (1ère édition, 1978), définit sept attributs propres aux sports modernes: sécularisation, égalité, spécialisation des rôles, rationalisation, bureaucratie, quantification et quête du record. La validité de certains critères énoncés par Guttmann est toutefois remise en cause par une évolution progressive des pratiques sportives initiée dès les années 1960; l'aspect ludique oc-

cupant une place toujours plus importante. Sans doute faut-il reconnaître, comme le préconise Thierry Terret, la nécessité d'une double acception pour parler du sport au 21e siècle. L'une revêt un sens restreint, insistant davantage sur l'aspect compétitif et la réalisation d'une performance dans un cadre institutionnel strict, tandis que l'autre englobe plus largement toute activité physique pratiquée par des individus à des fins divertissantes et sanitaires dans un environnement réglementaire minimal.

Dans l'Angleterre des 18e et 19e siècles, deux sphères bien distinctes façonnent progressivement l'avènement de nouvelles pratiques sportives. Au sein des campagnes, friands d'activités physiques mais également du spectacle qu'elles peuvent procurer, les *gentlemen farmers* furent les premiers à organiser des rencontres durant lesquelles ils s'affrontaient en personne ou par procuration. En plus du prestige recueilli par le vainqueur, les enjeux s'intensifient avec l'importance croissante de l'argent; les paris investissant peu à peu ces manifestations. En dehors des régions rurales, les pensionnats britanniques constituent le second terreau propice au développement des sports modernes. Si la gymnastique et les jeux rythmaient déjà le quotidien des élèves, au début du 19e siècle, les enseignants commencent à édicter des règles, à normaliser des pratiques jusque-là spontanées. Ces consignes assuraient au sport une assise solide, érigeant des modèles dont la propagation s'étendit rapidement au-delà du Royaume-Uni. Les premières démarches fédératives révèlent toutefois de profondes disparités au sein du monde sportif à propos notamment des valeurs qu'il souhaitait incarner.

Les milieux populaires luttent pour obtenir des rémunérations alors que les pratiquants issus des classes moyennes et supérieures considéraient toute ingérence financière incompatible avec des notions jugées fondamentales comme le *fair-play*. Bien qu'elle mobilise désormais d'autres acteurs et soulève de nouveaux enjeux, la controverse entre les partisans d'une professionnalisation du sport et les défenseurs de l'amateurisme perdure jusqu'à nos jours. Elle permet d'illustrer les liens tangibles entre l'histoire du sport et les évolutions constantes de nos sociétés; corrélation dont Thierry Terret relève rigoureusement les différentes modalités tout au long de son ouvrage. On reprochera en revanche à l'auteur une étude parfois trop centrée sur le développement du sport dans l'Hexagone au détriment de la perspective internationale que le titre laissait présager.

En France, la diffusion du modèle sportif britannique est confrontée à la prédominance de la gymnastique; le pays louant avec vigueur ses vertus hygiéniques et militaires. Galvanisées par les conflits qui ont ravagé le continent au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècles, les sociétés gymniques entretiennent des discours aux consonances patriotiques voire belliqueuses. Elles trouvent par conséquent un soutien favorable auprès des instances étatiques contrairement aux autres pratiques sportives qui peinent encore à acquérir une telle considération. Malgré cette réticence, certains milieux progressistes reconnaîtront dans le sport associatif un mouvement porteur d'avenir. Des personnalités de divers horizons, à l'instar de l'aristocrate Pierre de Coubertin, prônent l'adoption du modèle anglais en encourageant la création des clubs sportifs et l'organisation des compétitions (notamment internationales avec la tenue des premiers Jeux olympiques de l'ère moderne, à Athènes, en 1896). Profitant de cet élan, la plupart des fédérations françaises

sont ainsi fondées entre 1880 et 1910. Ces décennies marquent également le développement d'un promoteur incontournable: la presse sportive. Les titres se diversifient et relayent, auprès d'un lectorat de plus en plus nombreux et enthousiaste, les résultats des compétitions. Cet engouement croissant ne doit toutefois pas masquer le caractère très élitiste des milieux sportifs de l'époque. Les clubs n'accueillaient que des hommes aisés alors que les femmes en étaient généralement exclues. Il faut attendre la Première Guerre mondiale pour que ces dispositions s'assouplissent et que les règlements laissent entrevoir une progressive égalité.

Si le premier conflit mondial a entraîné des évolutions propices à une démocratisation du sport, qui se poursuivra par ailleurs tout au long du 20<sup>e</sup> siècle, il a parallèlement déterminé de nouveaux enjeux derrière les compétitions internationales. Celles-ci s'érigent en effet comme le théâtre des rivalités inassouplies entre les Etats. Le sport devient un instrument de propagande, une vitrine derrière laquelle les pays se plaisent à exposer au monde leur suprématie, comme lors des Jeux olympiques de Munich en 1936. Plus tard, durant la guerre froide, Américains et Soviétiques s'affrontent pour une victoire symbolique dans une course aux médailles effrénée. La performance se meut en obsession qui conduit les antagonistes à user de la fraude pour parvenir à leur fin. Les cas de dopage se multiplient et minent progressivement les différents échelons de la communauté sportive, révélant de surcroît l'impuissance des contrôles mis en place. Par ailleurs, les réticences longtemps affirmées par les institutions sportives à l'égard des athlètes professionnels s'atténuent et l'argent investit massivement le monde sportif en commençant par les disciplines les plus populaires comme le football. Les relations avec les médias et les sponsors occupent dorénavant une

place décisive dans la gestion des clubs et l'organisation des grandes compétitions. Garants incontournables d'une pérennité financière, ces nouveaux acteurs formulent des revendications qu'ils obtiennent souvent au détriment des valeurs traditionnellement défendues par les fédérations sportives, soustrayant au passage une part de leur auto-détermination. Le milieu sportif dévoile une seconde fois les contradictions qui le déchirent, abandonnant ses idéaux sous la contrainte de nouvelles exigences dévolues à la mondialisation. Faut-il pour autant sombrer dans une candide nostalgie et regretter le sport d'antan, sans violence ni corruption? Non, assurément. Résumant l'état actuel des recherches, le dernier chapitre de l'ouvrage se lit comme un plaidoyer en faveur d'une reconnaissance plus sincère des historiens envers l'histoire du sport, les invitant à explorer davantage ce champ afin de saisir les imbrications fondamentales du phénomène sportif dans l'histoire contemporaine.

*Benjamin Zumwald (Neuchâtel)*

**Fabian Brändle, Christian Koller  
4 zu 2**

**Die goldene Zeit des Schweizer  
Fussballs 1918–1939**

Die Werkstatt, Göttingen 2014, 176 S., € 19,90

Der schmale, nur 176 Seiten umfassende Band liefert auf sieben Kapitel verteilt die Geschichte des Schweizer Fussballs in der Zwischenkriegszeit. Eingerahmt wird die Darstellung von jeweils einem Kapitel über die Zeit vor dem Ersten und nach dem Zweiten Weltkrieg (Kapitel 1 und 9).

Die Anfänge des Fussballspiels in der Schweiz lassen sich, ebenso wie in zahlreichen anderen Ländern, in akademisch-merkantile Zirkel junger Engländer zurückverfolgen, die ihre Freizeitvergnügen von der Insel auf den Kontinent mit-

gebracht hatten und es verstanden, in ihrer Wahlheimat Internatsschüler, anglophile Pädagogen und kaufmännische Angestellte für die elektrisierende Modernität ihrer sportlichen Aktivitäten sowie für «kulturelle Werte wie eine wettbewerbsbasierte Wirtschaftsethik oder ein affektkontrolliertes Männlichkeitsideal» (16) zu begeistern. Die Institutionalisierung des Spiels erfolgte im späteren 19. Jahrhundert mit der Gründung von Vereinen und Verbänden. Sodann spielten Schweizer Sportpioniere insofern eine wichtige Rolle, als sie selbst in zahlreichen kontinentaleuropäischen Ländern das Fussballspiel einführten und propagierten, organisierten und popularisierten.

Wie in anderen Bereichen pochte die Schweiz auch im Sport auf kulturelle Autonomie und die politische Neutralität des Fussballs, was sie in den sogenannten Boykottspielen Aufsehen erregend demonstrierte: Nach dem Ersten und dem Zweiten Weltkrieg waren es jeweils Vereinstams und die Nationalelf der Schweiz, die trotz schärfster internationaler Kritik als Erste zu Spielen gegen Mannschaften aus den Ländern der Kriegsverlierer, hier insbesondere aus Deutschland, antraten.

Auf den ersten Blick scheint das Buch die nach konventionellen Mustern geschriebene Sportgeschichte einer Nation zu liefern, die ihre Schwerpunkte auf Stars und Idole, die Nationalmannschaft sowie den durch Medialisierung, Kommerzialisierung, Professionalisierung, Stadionbau, Glücksspiel und Berufsfussball erzielten Aufstieg des Spiels mit dem runden Leder zur Massenkultur setzt. Was den Band jedoch aus der Masse der Fussballbücher angenehm heraushebt, ist die detaillierte Behandlung von Themen, die von der Sportgeschichte bisher vernachlässigt worden sind. Dazu gehört insbesondere der Strassenfussball, in dem viele später erfolgreiche Spieler ihre ersten Erfahrun-



gen sammeln oder Kinder die Erfolge ihrer Idole nachspielen und sich nationale Erfolge aneignen konnten.

Die enorme gemeinschaftsbildende Kraft des Fussballs zeichnen die Autoren einerseits an der Nationalmannschaft nach, deren Erfolge eine durch Klassenunterschiede gespaltene und entlang von Sprachgrenzen fragmentierte Nation insbesondere in der Zeit des Zweiten Weltkriegs zu einigen verstanden. Diese Kraft zeigte sich andererseits auch im Arbeiterfussball, der durch Indoktrination jedoch auf eine Verschärfung der Klassegegensätze hinarbeitete, wohingegen der Firmensport auf die harmonisierenden, die Betriebsgemeinschaft festigenden Effekte des Mannschaftssports Fussball setzte. Beide Bewegungen, die des Arbeiter- und des Firmenfussballs, waren ebenso wie die Wettbewerbe katholischer, protestantischer und jüdischer Sportvereine in Verbänden organisiert, deren Vielzahl die Fragmentierung der Gesellschaft in soziale, konfessionelle sowie weltanschaulich-politische Milieus spiegelte. Vor allem der in Firmen und Behörden betriebene Sport gehörte ebenso wie der Strassenfussball bislang zu den Stiefkindern der Sportgeschichte.

Überzeugend arbeiten die Verfasser ferner heraus, dass die ideologisch orientierten Sportbewegungen, die den Fussball für nichtsportliche Ziele instrumentalisierten, an der Konkurrenz des politisch neutralen und an der Dynamik des von den bürgerlichen Verbänden propagierten zweckfreien Spiels letztlich gescheitert sind. Sowohl der politischen Rechten als auch der Linken war die bürgerliche Auffassung des Fussballs als eines kommerzialisierten, um seiner selbst willen betriebenen Sports verhasst.

Wie jedoch das Kapitel über den Fussball im Konzept der «geistigen Landesverteidigung» eindrucksvoll belegt, war auch der politisch neutrale Sport in keinem

Vakuum angesiedelt, sondern kam den Erwartungen der Militärs und des Staats entgegen. Um die Demokratie gegen die kontinentaleuropäischen Diktaturen zu verteidigen, setzten die Sportbehörden der Schweiz ebenso wie die Englands jedoch auf Mittel und Inhalte sowie propagandistische Versatzstücke, die der Sportpolitik der Achsenmächte entlehnt worden waren. In den nationalen Schulterschluss liess sich auch der Schweizerische Arbeiter-Turn- und Sportverband (SATUS) einbeziehen, der seinen Grundsatz des Antimilitarismus 1936 über Bord warf.

Schon Jahrzehnte zuvor hatte der bürgerliche Fussball seine gesellschaftspolitische Bedeutung als Garant für Volksgesundheit und Wehrtüchtigung unter anderem deshalb herausgestrichen, um in der Konkurrenz mit der Turnbewegung um Subventionen der öffentlichen Hand nicht ins Hintertreffen zu geraten und die Gemeinnützigkeit der eigenen Sache unter Beweis zu stellen. Die Achillesferse des bürgerlichen Fussballs indes war das Berufsspielerturn, das in der Schweiz mit der Gründung einer nationalen Liga zu Beginn der 1930er-Jahre eingeführt wurde. Diese Entwicklung trieb viele Vereine – ähnlich wie in Österreich zu dieser Zeit – alsbald in die Überschuldung und an den Rand des Bankrotts. Auch internationale Freundschaftsspiele und Wettbewerbe vermochten die finanziellen Probleme etlicher Nationalligavereine nicht zu lindern. Der legalisierte Professionalismus wurde deshalb schrittweise zurückgefahren, zu Beginn der 1940er-Jahre schliesslich verboten und nach dem Zweiten Weltkrieg nur sehr zögerlich und in Etappen wieder zugelassen. Wichtige Impulse erhielten die Modernisierung und die Kommerzialisierung des Fussballsports schliesslich durch die in der Schweiz ausgetragene FIFA-Weltmeisterschaft 1954, an der das bis heute torreichste Spiel der WM-Geschichte stattfand: im Viertelfinal unterlag

die Schweiz der Vertretung Österreichs mit 5 : 7.

Methodisch überzeugend verbinden die Verfasser die Entstehungs- und Organisationsgeschichte des Fussballsports in der Schweiz mit deren Verortung in der Alltags-, Sozial-, Wirtschafts-, Politik-, Ideologie- und Kulturgeschichte des kleinen Landes und bieten dem Leser eine ebenso unterhaltsam geschriebene wie fundiert recherchierte und zudem reich illustrierte Gesamtdarstellung, die trotz des quantitativ geringen Umfangs überraschend viele Ebenen und Aspekte der Thematik fokussiert und damit als in jeder Hinsicht vorbildlich gelungen gelten darf.

*Markwart Herzog (Irsee)*

**Catherine Achin et al.**  
**Peut-on aimer le football?**  
**Mouvements 78/2 (2014)**

Edition la Découverte, Paris 2014, 175 p., € 15,-

A l'approche de la Coupe du monde 2014, la revue *Mouvements* consacre un numéro spécial au football, suivant en cela l'exemple récent d'autres revues scientifiques opérant en dehors du champ sportif. Le dossier est composé de 16 contributions réalisées par des sociologues, journalistes ou militant-e-s.

Ses coordinateur-trice-s partent de la question suivante: comment aimer le football alors que ce jeu «véhicule les pratiques et les imaginaires sexistes, homophobes, lésophobes, racistes, consuméristes et autoritaires qui traversent le monde social et qui se trouvent encore renforcés par sa surexposition médiatique, agissant comme caisse de résonance»? (7) Soulignant que le ballon rond «conserve parfois son potentiel d'émancipation, de création collective et de lien social» (8) et procure de nombreux moments de joie et de plaisir aux pratiquant-e-s et specta-

teurs-trices, leur objectif vise à revendiquer une façon différente de l'investir. Il s'agit notamment d'adopter une démarche compréhensive qui permet au football d'apparaître «comme un puissant révélateur des transformations sociales, urbaines et politiques». (8) Enjeux scientifiques certes, mais également politiques, les papiers devant éclairer des aspects du football peu abordés dans l'opinion publique.

La partie initiale, intitulée «les territoires du football marchand», s'intéresse aux conséquences de la marchandisation croissante du football sur les fans, les populations et les enceintes sportives. La première des cinq contributions, celle du sociologue Ludovic Lestrellin, porte sur les raisons et les conséquences de la «mise à distance territoriale» des supporters-supportrices, en d'autres termes le fait que les fans d'un club ne se trouvent pas forcément géographiquement proches de celui-ci. Juliette Rousseau dresse ensuite le portrait des mesures prises par le gouvernement brésilien lors de la construction des stades de la Coupe du monde 2014. A ce titre, elle dénonce les plans d'urbanisations qui ont donné lieu à «des expulsions et éloignements des populations les <moins désirables>, [des] accaparement des espaces urbains à forte valeur immobilière, [des] entorses au droit du travail sur les chantiers, [une] opacité des processus décisionnels et [un] manque d'information et de participation des populations concernées». (24) Les deux textes suivants enchaînent sur les problèmes sociaux engendrés par l'édification de nouveaux stades. Le politiste Jean-Charles Basson revient tout d'abord sur leur architecture sécuritaire et s'attèle à déconstruire la vision qui consiste à les considérer comme des «lieux de vies». (32) Puis, Barnabé Binctin traite du projet du nouveau stade multifonctionnel de l'Olympique Lyonnais (OL) et montre les collusions d'intérêts existantes

entre le Maire de Lyon, Gérard Collomb, et le Président de l'OL (et investisseur), Jean-Michel Aulas. A l'instar du texte de Juliette Rousseau, cet article s'attache à expliciter les mouvements de résistance qui se sont formés face à un projet qui, selon lui, va à l'encontre du bien-être et des droits des populations locales. Pour conclure cette première partie, un entretien avec Noël Pons, ancien conseiller au Service central de prévention de la corruption, revient sur les différents moyens utilisés pour blanchir de l'argent par l'entremise du football.

Dans la deuxième partie, «Hors-jeu institutionnels, dominations et résistances», huit textes abordent différentes discriminations qui se jouent dans le monde du football. Tout d'abord, la sociologue Julie Bertrand s'interroge sur la construction de l'image négative du footballeur dans l'opinion publique et à ce titre essaie de donner des éléments sur «la réalité de leur métier et les conditions de l'accès à la profession». (65) Patrick Simon élabore ensuite une réflexion sur le racisme, prenant comme point de départ «l'affaire des quotas» qui a éclaté en novembre 2010. Pour Simon, cette affaire est révélatrice «d'une évolution des conditions d'exercice du football en France et à ce titre, peut être utilisée comme un analyseur de la façon dont la question ethno- raciale travaille ce sport dans ses profondeurs, comme elle reconstruit les problématiques sociales de la France contemporaine». (82) Autre forme de discrimination présente dans le milieu, celle envers la pratique féminine dont traite Annie Fortems, psychanalyste et pionnière au sein du club francilien de Juvisy. Elle revient sur les difficultés de l'établissement du football féminin à la fin des années 1970 et insiste notamment sur la position conservatrice des autorités du football. La discrimination n'est pas qu'externe mais peut s'exercer à l'intérieur des équipes. A ce titre, Camille

Martin, doctorante en sociologie, discute du rapport entre football et mixité sociale. En effet, la passion commune partagée et les objectifs collectifs arrivent-ils à outrepasser les antagonismes sociaux, source possible de barrière dans les relations entre joueur-euse-s? Autre forme de discrimination, celle que connaissent les groupes de supporters (les ultras). Bérangère Ginhoux montre que ces derniers font face à des difficultés croissantes pour exercer leur passion, d'une part en raison des mesures sécuritaires prises par les pouvoirs publics; de l'autre à cause de leurs critiques répétées du football-business peu goûtées par les dirigeants du football. Dès lors, les ultras sont-ils politisés? C'est l'enjeu de l'entretien conduit par Amin Allal avec la sociologue Céline Lebrun au sujet de leur rôle dans les manifestations de contestation qui ont récemment eu lieu en Egypte. Une table ronde sur la discrimination dans le football et un entretien avec le docteur Jean-Pierre de Mondenard conclut cette partie. De Mondenard, spécialiste du dopage revient notamment sur l'omerta qui existe dans le milieu footballistique vis-à-vis de cette pratique.

L'ultime partie intitulée «le goût du football» est composée de trois textes. Tout d'abord, le journaliste Xavier de La Porte revient sur son expérience personnelle en tant que responsable d'une rubrique sur le football dans l'émission *La matinale* de Canal+. Ce récit est suivi de la deuxième partie de la table ronde dans laquelle il est question d'actions militantes par le biais du ballon rond. La partie se termine par un texte intitulé «Mon plus beau match de football» où divers-e-s intervenant-e-s font part de leurs souvenirs footballistiques.

Pour clôturer le numéro, un article de l'économiste et membre d'ATTAC, Thomas Coutrot, aborde les manifestations contre la Coupe du monde qui ont eu lieu en 2013 et 2014 au Brésil. Ces mouvements collectifs d'envergure lui permettent

de développer sa thèse d'une troisième voie de contestation mondiale.

Quelques mois après *L'éloge de la passe* publié par plusieurs anarchistes (Rossel et al., 2012), des intellectuels de gauche discutent leur rapport vis-à-vis du jeu. Ce numéro permet d'aborder plusieurs sujets sensibles du football contemporain. Nous pouvons toutefois regretter le manque de distinction entre football professionnel (d'élite) et football amateur. En effet, à la lecture, nous sentons que ce qui passionne encore les auteur-e-s c'est plutôt le football «d'en bas» et non le football professionnel, trop marchandisé à leur goût. En outre, le propos reste focalisé sur le ballon rond hexagonal, avec certes quelques insertions de circonstance sur le cas brésilien, sans que les auteurs n'explicitent ces choix. De plus, les institutions du football, qui jouent un rôle important dans la persistance des normes qui existent dans le champ footballistique, ne sont pas abordées. Enfin, le déséquilibre entre les parties aurait mérité une brève explication dans l'éditorial.

Le dossier n'est néanmoins pas *hors-jeu* et offre un riche panorama permettant de commencer, ou de poursuivre, les réflexions-actions vis-à-vis du football.

*Philippe Vonnard (Lausanne)*

**Nils Havemann**  
**Samstags um halb 4**  
**Die Geschichte**  
**der Fußballbundesliga**

Siedler, München 2013, 672 S., Fr. 38.90

Die deutsche Fußball-Bundesliga ist bereits knapp 40-jährig als «Deutscher Erinnerungsort» historiografisch geadelt worden. Eine wissenschaftlichen Ansprüchen genügende Darstellung ihrer Geschichte ist aber bislang ein Desiderat geblieben. Auf das 50-jährige Jubiläum hin versucht

Nils Havemann diese Lücke zu schliessen. Acht Jahre zuvor hat er bereits mit seiner viel beachteten und durchaus kontrovers diskutierten Abhandlung über den Deutschen Fussball-Bund zur Zeit des Nationalsozialismus von sich reden gemacht. Auf das Minenfeld der Antisemitismusdebatte begibt sich der Autor dieses Mal nicht mehr, ansonsten bleibt er in seinem neuen Buch indessen seinen methodischen, thematischen und – man kann es sich angesichts seiner durchgehenden Kritik der «Ideologiekritik» zu konstatieren nicht verkneifen – ideologischen Prämissen des Vorläuferbuchs treu. Seine auf umfangreichen Quellenstudien in 30 Archiven basierende Darstellung ist in erster Linie eine Finanz- und Wirtschaftsgeschichte des DFB und der deutschen Spitzenvereine, in die gelegentlich breitere gesellschafts- und kulturhistorische Aspekte eingeschoben werden, die in der Regel die Chronologie des finanzhistorischen Narrativs durchbrechen. Garniert wird das Ganze mit regelmässigen Seitenhieben gegen Historiker, Sozialwissenschaftler und andere Intellektuelle, die in der Geschichte des Fussballs andere Aspekte als die finanziellen stärker gewichten.

In Bezug auf die Finanz- und Wirtschaftsgeschichte knüpft Havemann an das Hauptargument seines vorangegangenen Buchs an: Der Widerstand des DFB gegen die offizielle Anerkennung des Berufsspielerturns sei nicht als irgendwie ideologisch geartete Ablehnung des «Bezahlfußballs» zu werten, sondern der alleinigen Sorge um öffentliche Subventionen und Steuerprivilegien geschuldet gewesen. Diese Konstante habe sich von der Weimarer Republik über die Zeit des Nationalsozialismus bis in die frühe Bundesrepublik hingezogen. Die Gründung der Bundesliga erscheint in diesem Licht dann nicht mehr als Reaktion auf eine – von Havemann grundsätzlich infrage gestellte – abnehmende Leistungsfähigkeit des bundesdeut-

schen Fussballs auf dem internationalen Parkett ab den späten 1950er-Jahren, sondern als Ergebnis langwieriger Aushandlungsprozesse zwischen dem DFB und den Steuerämtern. Der DFB, so die Grundthese, liess sich in seinem Handeln gegenüber dem Spitzenfussball nicht von irgendwelchen ideologischen und politischen Prämissen leiten, sondern allein von seiner Sorge um das Wohl des Breitensports in den unteren Ligen der wirklichen Amateure und um die organisatorische Einheit der Fussball-Bewegung.

Die Konsequenzen dieser bigotten Haltung waren der Forschung bereits bekannt, werden von Havemann nun aber erstmals gestützt auf akribische Quellenarbeit beinahe *ad nauseam* vor Augen geführt. Wie in den vorangegangenen Dekaden waren auch in den 1950er- und 60er-Jahren bei den Vereinen der Spitzenklasse schwarze Zahlungen, mangelhafte Buchführung, ausservertragliche Sachleistungen an die Spieler und generell ein abenteuerliches Finanzgebaren an der Tagesordnung. Erst der grosse Bestechungsskandal der Saison 1970/71 führte zu einem allmählichen Wandel. Nicht nur änderte sich die Wahrnehmung des Fussballs in der Presse und in einem Teil der Anhängerschaft, sondern es zog sich auch die öffentliche Hand schrittweise aus dem Berufsfussball zurück. Die (wie der Autor sie kritisiert) «Staatsbundesliga» (193) machte zunehmend marktwirtschaftlichem Konkurrenzdenken Platz, und Vereine, die sich nicht an diese neuen Gegebenheiten anzupassen vermochten, gingen unter.

Die Hauptthese, die der Autor durch die detaillierte und zuweilen langfädige Darstellung all dieser Vorgänge zu untermauern versucht, ist somit klar: Die Spitzenvereine des deutschen Fussballs können nur als marktwirtschaftlich orientierte Unternehmen funktionieren und hätten dies, statt auf Subventionen und

Steuervergünstigungen zu schielen, viel früher anerkennen sollen. Bedauerlich ist in diesem Zusammenhang allerdings, dass Havemann die Zeit nach 1990, die gemeinhin als Phase beschleunigter Kommerzialisierung betrachtet wird, eher stiefmütterlich behandelt und etwa die institutionellen Veränderungen um die Jahrtausendwende mit der Schaffung der DFL nur sehr knapp erwähnt.

Bei seinen Exkursen in gesellschafts- und kulturhistorische Aspekte, die man eigentlich in einem als «die Geschichte» der Bundesliga deklarierten Werk ausführlicher und methodisch reflektierter erwarten würde, gerät der Autor rasch auf abschüssiges Terrain. Die allgemeinhistorischen Vorspanne zu einzelnen Kapiteln sind häufig in einem polemischen Ton abgefasst und nur locker mit den darauffolgenden fussballhistorischen Punkten verbunden. Das zehnte Seiten dünne Kapitel «Frauen und Fussball» beginnt mit einer fast zweiseitigen Polemik gegen die *gender studies* und ihre angebliche «ideologische Verblendung», (353) wobei im Folgenden ungewollt und unausgesprochen manche Prämissen der Geschlechterforschung bestätigt werden.

Beim Abschnitt zu den «Geschichtspolitikern», der sich vordergründig am negativen Bild des DFB-Präsidenten Hermann Neuberger in den Medien abarbeitet, drängt sich einem die ketzerische Frage auf, inwiefern der Autor hier seine eigenen Erfahrungen mit gewissen negativen Reaktionen auf sein Buch zum DFB im Nationalsozialismus verarbeitet. Mit grossem Aufwand wird die mediale Kritik an Neuberger ob des Besuchs des prominenten Nazis und Diktatoren-Beraters Hans-Ulrich Rudel im deutschen Mannschaftsquartier während der WM in Argentinien dekonstruiert, gemäss Havemann ein «faszinierendes Lehrstück» zur Legendenbildung «durch geschichtspolitische Interessen, perfide Propaganda und journa-



listischen Druck zur Konformität», (256) und die Verantwortung für die Zulassung Rudels den beiden Trainern Sepp Herberger und Helmut Schön angelastet, die Rudel «im Krieg über die gemeinsame Begeisterung für den Fussball kennengelernt» (262) hatten und entsprechend keine politischen Motive erkennen liessen. Neuberger hingegen, so Havemanns Fazit, sei in der Argentinien-Frage «zwischen die Fronten eines innenpolitischen Konflikts geraten: auf der einen Seite die sozialliberale Bundesregierung, die unter Inkaufnahme von schweren Menschenrechtsverletzungen nüchterne Realpolitik betrieb und zur Bekämpfung des Linksterrorismus entschlossen war; auf der anderen Seite die linke Sympathisanten-szene, die durch geschickte Desinformation Teile der Öffentlichkeit gegen das aus ihrer Sicht «imperialistische Schweinesystem» aufzuwiegeln verstand». (260 f.) Tertium non datur? Bei diesem immerhin 26 Seiten starken Abschnitt stellt sich generell auch die Frage, was die Vorgänge rund um die deutsche Nationalmannschaft überhaupt mit der Bundesliga zu tun haben.

Insgesamt hat Havemann eine akribisch recherchierte Finanz- und Wirtschaftsgeschichte des deutschen Spitzensfußballs von den 1950er- bis in die 1980er-Jahre vorgelegt, die der zukünftigen Forschung wertvolles Detailwissen bereitstellt. Ärgerlich sind dabei der apodiktische und häufig besserwisserische Tonfall, in denen der Autor seine Thesen vorträgt, sowie das Spannungsverhältnis zwischen dem Anspruch auf Objektivität und der unüberlesbaren politischen und wissenschaftlichen Frontstellung gegen 68 und seine Folgen. Gewünscht hätte man sich zudem eine stärker komparative Perspektive, sowohl in Bezug auf andere europäische Fussballligen als auch zu anderen Massenzuschauerereignissen im In- und Ausland. Eine wirklich

umfassende Geschichte der Bundesliga und ihrer gesellschaftlichen und kulturellen Kontexte bleibt noch zu schreiben.

*Christian Koller (Zürich)*

Thomas Busset, Roger Besson,  
Christophe Jaccoud (éd.)  
**L'autre visage du supportérisme**  
Autorégulations, mobilisations  
collectives et mouvements sociaux  
Peter Lang, Bern 2014, 160 S., € 32,-

Der vorliegende Band basiert auf einem wissenschaftlichen Kolloquium vom 14. September 2012 am Centre international d'étude du sport (CIES) an der Universität Neuenburg und ist von den Schweizer Forschern Thomas Busset, Roger Besson und Christophe Jaccoud herausgebracht worden.

In den unterschiedlichen Untersuchungen steht die soziopolitische Dimension der Fussball-Fankultur im Fokus. Durch die Analyse dieser übergeordneten Thematik soll ein neuer Forschungsansatz in der Fankultur-Forschung eingeführt werden. Fanggruppierungen werden nicht primär als Elemente einer spezifischen Subkultur dargestellt, vielmehr werden ihre Organisationsformen und Handlungen im gesamtgesellschaftlichen Kontext hinsichtlich ihrer soziopolitischen Bedeutung untersucht. Ziel ist es, herauszufinden, inwiefern Fussball-Fankultur als spezifische, neue soziale Bewegung angesehen werden kann.

Im einleitenden Beitrag weist Thomas Busset auf die Mutationen und Entwicklungen in der internationalen Fussballszene hin. Galt früher noch der Support der eigenen Mannschaft im Stadion als einziges Anliegen der meisten Fans, so formuliert heutzutage eine grosse Zahl von Gruppierungen Forderungen zu Sachverhalten, die sie direkt betreffen, um auf



diese Weise «ihre Vision des Fussballs zu verteidigen». (1)

Darüber hinaus beschäftigen sich die Fans zunehmend mit dem übergeordneten Rahmen, in dem sie sich bewegen. Reglemente und Gesetze, welche mit dem Ziel verfasst wurden, das Geschehen in und um die Stadien herum zu überwachen und zu kontrollieren, haben dazu beigetragen, dass Fans gemeinsame Interessen identifizieren und zu deren Verteidigung bestehende Rivalitäten temporär überwinden. Im Kontext von gesellschaftlichen Massenprotesten, Aufständen und revolutionären Bewegungen können organisierte Fangruppen sogar als Akteure in der Öffentlichkeit ohne jeglichen Bezug zum fussballerischen Rahmen auftreten. Diese neuen Formen der kollektiven Handlung sind gemäss Busset unweigerlich mit der Verbreitung der Ultra-Kultur verbunden.

Dementsprechend sind die sogenannten Ultras die primären Untersuchungsobjekte in den Beiträgen des Bands. Von Interesse sind insbesondere die Akteur-Netzwerke, die den kollektiven Handlungen zugrunde liegen. Zudem werden nationale und internationale Fan-Organisationen untersucht, die intermediär zwischen regierenden Institutionen und den Fanszenen vermitteln.

Jean-Charles Basson und Ludovic Lestrelin untersuchen unterschiedliche europäische Fanprojekte, beispielsweise den Progetto Ultras aus Bologna, die als Reaktion auf das in Europa dominante repressive Modell britischer Prägung im Umgang mit den Fussballfans entstanden sind. Ihrer Ansicht nach handelt es sich hierbei um Beispiele sozialer Bewegungen, die konstitutiv für die Entstehung einer europäischen Zivilgesellschaft sind.

Nicolas Hourcade analysiert in seinem Beitrag den Konflikt zwischen der französischen Ultraszene und den Behörden, der in einen Teufelskreis der gleichzeitigen Kriminalisierung und Radikalisierung der

organisierten Fans geführt hat. In Frankreich existiert aufgrund der Verschliessung des institutionellen und sportlichen Systems kaum Handlungsspielraum für die Ultras. So fällt es diesen schwer, ihr konstruktives Potenzial als ambivalente soziale Bewegung auszuüben.

In Belgien wurde zwar bereits Anfang der 1990er-Jahre mit dem Fan-Coaching ein sozioedukatives Projekt zur Prävention von Gewalt geschaffen. Dieses konnte – gemäss Bertrand Fincœur – mit der Entwicklung der Fanszenen hin zur Ultra-Kultur allerdings nicht mithalten und steht nun vor der Herausforderung, sich den neuen Handlungs- und Organisationsformen der Ultras anzupassen.

In den folgenden Beiträgen stehen die politischen Handlungen unterschiedlicher Fangruppierungen von Protesten gegen die Vereinsführung bis hin zur Beteiligung an Demonstrationen und Aufständen gegen die Staatsmacht im Vordergrund der Analysen.

Roger Besson untersucht mit dem Internetforum der Anhänger des Schweizer Klubs Neuchâtel Xamax eine wichtige Diskussionsplattform. Angesichts des Niedergangs des Vereins wurde insbesondere gegen den Vereinspräsidenten Bulat Tschagajew, einen dubiosen tschetschenischen Geschäftsmann, protestiert. Tschagajew hatte den Verein im April 2011 übernommen und grundlegend umstrukturiert, wodurch er den Unmut der Anhängerschaft auf sich zog. Ein Teil der Fans rief in der Folge im Forum zum Boykott des Supports und zu offenen Protestaktionen auf. So entstand eine wichtige kollektive Mobilisierung. Der Einfluss der Fans war allerdings begrenzt, Tschagajew führte den Verein schliesslich in den Bankrott.

Thomas Busset analysiert in einem weiteren Beitrag zur Schweizer Fankultur, wie die Fans unterschiedlicher Vereine durch die Verteidigung ihrer spezifischen Kultur und ihrer Bürgerrechte Rivalität-

ten punktuell aufheben, um gemeinsam, kurvenübergreifend als politische Akteure aufzutreten. So wachsen daraus latente Netzwerke, welche nicht auf assoziativen Strukturen, sondern auf interpersonellen Beziehungen beruhen. Darüber hinaus entstehen Verbindungen zu Politikern und somit teilweise gar eine Lobby für Fans in der Politik.

Diego Murzi und Fernando Segura M. Trejo beschreiben eine gegenteilige Bewegung, nämlich, wie die gewaltbereiten Fangruppierungen Barras Bravas in Argentinien durch Vereinsführungen und Politiker instrumentalisiert werden. So entsteht ein Markt der Gewalt, auf dem die Gruppierungen ihre Dienste anbieten. Zum Beispiel werden im Interesse von Vereinspräsidenten abwanderungswillige Spieler oder Trainer eingeschüchert. Im Gegenzug dürfen die Barras Bravas den Ticketverkauf organisieren oder die Parkplätze vor den Stadien kontrollieren. Die Strukturen der Barras Bravas werden auf diese Weise einerseits gestärkt, andererseits entstehen innerhalb der Gruppen interne Konflikte um den Zugang zu den neu generierten Ressourcen.

Im Beitrag von Loïc Trégourès wird die antifaschistische Ultragruppierung Bijeli Andjeli, Anhänger des NK Zagreb aus Kroatien, untersucht, deren politischer Aktivismus über die eigenen Angelegenheiten hinausgeht. Diese Gruppierung stellt eine Einzigartigkeit im ansonsten nach wie vor vom Nationalismus beherrschten Fussball auf dem Balkan dar. Im Fokus der Untersuchung steht der doppelte Aktivismus der Mitglieder als Antifaschisten und Fussballfans zugleich.

In den Beiträgen von Pompiliu-Nicolae Constantin und Chaymaa Hassabo wird die Beteiligung von Fangruppierungen an Demonstrationen und revolutionären Aufständen beispielhaft untersucht.

Constantin beschreibt, wie rumänische Ultras, Hooligans und sonstige Fans riva-

lisierender Vereine 2012 gemeinsam an den landesweiten Protesten gegen die Regierung teilnahmen, um gegen die Missstände im korrupten rumänischen Fussball einerseits sowie die spezifisch auf Fans ausgerichtete Gesetzgebung andererseits zu protestieren.

Hassabo analysiert die Rolle der Ultras Ahlawi des Klubs Al-Ahly Kairo und der Ultras White Knights, Anhänger des rivalisierenden Klubs Zemalek aus Kairo, als Gruppierungen in den gewaltsamen Auseinandersetzungen in Ägyptens Hauptstadt während der Revolution von 2011.

Beide Autoren betonen, dass zwar eine kollektive politische Beteiligung der Fans stattgefunden habe, gleichzeitig politisch aber nicht Partei ergriffen worden und keine Verortung auf der Links-Rechts-Skala zu beobachten sei.

Die grosse Bandbreite von Instrumentarien zur Analyse der politischen Dimension der Fankultur in den unterschiedlichen Beiträgen zu diesem Band bietet einen grossen Nutzen für Forschende, die sich mit dieser Thematik auseinandersetzen wollen. Der übergeordnete Forschungsansatz ist ein wichtiger Impuls in der internationalen Fankulturforschung, welche Fangruppierungen und insbesondere die Ultrabewegung als politische Akteure anzuerkennen versucht. Die Fallbeispiele sind der übergeordneten Thematik entsprechend sowohl gut ausgewählt als auch gut in der Struktur des Bands angeordnet.

Wer sich allerdings fundiert mit der Thematik auseinandergesetzt hat, erlangt insbesondere von den Untersuchungen zu den Barras Bravas in Argentinien und zu den Ultras in Kairo wenig neue Erkenntnisse, da diese Fallbeispiele international bereits vielfach diskutiert worden sind. Des Weiteren erscheint in diversen Beiträgen die Einschätzung der lokalen, nationalen und internationalen Fanprojekte, Initiativen und Institutionen sehr optimistisch und dementsprechend unkritisch.

Auffällig ist ebenfalls, dass in nahezu allen Beiträgen eine gewisse Empathie für die Forschungsobjekte gezeigt wird. Ein gramscianischer Ansatz der Verteidigung der Subalternen ist wissenschaftlich haltbar, sollte als solcher aber explizit dargestellt werden, was in diesem Band leider versäumt wird.

*Charles Wey (Zürich)*

**Fabien Sabatier**  
**Histoire des organisations sportives communistes de France au XXe siècle**  
**Combats pour l'émancipation, soviétisme et cultures militantes**

Presses universitaires de Grenoble 2013, 188 p., € 19,90

Avec cet ouvrage, Fabien Sabatier propose une relecture approfondie d'un siècle de militantisme, mettant en lumière le poids et la longévité d'un sport communiste français en tant qu'entité à part entière et comme mise en œuvre de projets politiques. Il y décrit l'émergence d'un socle identitaire, nourri du débat entre socialisme et communisme dans le cadre du développement du sport populaire.

Au fil d'une problématique en trois parties, l'auteur présente d'abord une synthèse des différents travaux sur l'histoire des organisations sportives communistes. Il articule habilement une historiographie nationale récente et consistante, mais quelque peu éparse, avec les recherches de ses propres domaines d'études. Dans un deuxième temps, il développe une chronologie scandée par les moments forts de l'histoire de ces organisations, afin d'illustrer les principaux enjeux ayant trait aux différents acteurs politiques et municipaux. Finalement, ces deux parties sont reprises sous forme de questionnements, d'une part sur la diversité des cultures militantes au sein des fédérations sportives, et d'autre

part sur la formation et les usages d'une mémoire collective.

L'analyse de Fabien Sabatier permet de saisir les rapports de solidarité ou d'antagonisme qui hiérarchisent ces diverses organisations sportives. Dans ce cadre, l'auteur met en évidence l'impact du réseau politique et syndical sur les activités de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Cette institution centrale est née en 1934 du rapprochement entre les aspirations révolutionnaires de la Fédération sportive du travail (FST) et les autres organes socialistes concurrents, dont les forces s'unirent, au moins temporairement, au nom de la lutte antifasciste, très prégnante durant ces années-là. L'importance des relations entre la FSGT et les acteurs communistes municipaux est soulignée. La mise au jour de ces ancrages régionaux contribue ainsi à établir une géographie de l'implantation de clubs affiliés et leurs évolutions, illustrant la vocation sociale d'un communisme local. Ce sont plusieurs modèles qui s'affrontent, entre l'appareil du parti, les factions municipales et les organisations sportives, limitant la viabilité des projets puisque chacun souhaite exercer le contrôle sur l'espace du sport de masse. En effet, l'expression militante se trouve sans cesse tiraillée entre la tutelle de Moscou et une sensibilité politique variable des sportifs adhérents. Si l'implication de la FSGT dans les politiques municipales est avérée, elle reste cependant mineure en comparaison des ambitions de ladite fédération de se placer comme l'acteur dominant dans le débat public portant sur la démocratisation du sport dans une perspective égalitaire.

A une échelle plus large, l'auteur développe ensuite les engagements de la Fédération (FST, puis FSGT) dans les divers réseaux sportifs ou juvéniles internationaux. Ce chapitre révèle d'emblée les difficultés à décrire les acteurs, en regard de la diversité des sensibilités politiques.

L'organisation de Spartakiades, destinées dès 1928 à servir d'alternative aux Jeux olympiques, en est une bonne illustration, tant ce type d'événement peine à rassembler et convaincre. L'analyse chronologique de Sabatier montre que l'engagement du sport communiste français trouve sa cohérence dans une désidéologisation progressive de son action. L'idéal olympique, désormais assumé, valorise davantage une émancipation par le sport et le loisir.

Enfin, l'itinéraire singulier de la militante ouvrière française Rosette Guérard (1908–1991) permet une relecture intéressante du développement des organisations sportives. Son engagement personnel dans les grandes mouvances socialistes donne une réponse à la vision plus strictement politique qui nous est livrée par le discours officiel des organes communistes. Son parcours, de sympathisante affiliée à militante convaincue, l'amène finalement à un décrochage politique pour se consacrer à une promotion du «sport pour le sport». Cet exemple révèle aussi les importantes fractures militantes qui jalonnent le développement du sport communiste.

L'étude proposée ici vise à retracer l'extraordinaire complexité d'un mouvement sportif communiste français, constamment balancé entre pratique physique au quotidien, attentes sociales et idéaux politiques (notamment antimilitaristes ou anticolonialistes dès les années 1920). Si le sport communiste est composé de nombreux profils qui se redéfinissent constamment, cela reste difficile de l'explicitier au travers d'une sociologie des militantismes, comme le souligne Fabien Sabatier, validant ainsi l'hypothèse d'une relative autonomie des acteurs dans le champ du sport communiste.

Prolongeant cette réflexion, la construction identitaire vient compléter le tableau. Si la chute du modèle soviétique a pu signifier, en France, la possibilité

d'une autonomie et la construction d'un projet sportif qui lui serait propre, elle n'efface cependant pas un lourd héritage, que le travail de mémoire a souvent fait passer après la lutte antifasciste. Sans être illégitime, le discours des organisations affinitaires cherche à dresser une image positive de leur propre conception. Sabatier interroge ici la construction de mémoires et de contre-mémoires qui font l'histoire de ce mouvement et de ses représentations, partagées ou non. Ce travail d'historien doit permettre d'objectiver un vécu identitaire à la base du militantisme sportif communiste. L'analyse démontre combien ce passé sert encore à construire le présent en valorisant des traditions mémorielles dont l'historicité est pourtant parfois discutable. On retrouve toutefois dans ce dernier volet quelques répétitions, inévitables, avec la première partie qui avait vocation de poser la base chronologique et de synthétiser une historiographie de dimension nationale.

L'articulation du travail de Fabien Sabatier a le mérite de dépasser le cadre a priori globalisant et monolithique du sport communiste pour multiplier les contrastes. En effet, la problématique est fondée sur les nombreuses césures qui font la chronologie de ce projet. Et la troisième grille de lecture, sur les cultures militantes, donne une plus grande profondeur à l'ensemble de l'analyse. Il en résulte un réel enrichissement pour l'historiographie des mouvements sportifs communistes en France, qui renouvelle les entrées dans ce domaine de recherche et propose des nouveaux angles originaux pour appréhender ces organisations. Fabien Sabatier met ainsi en exergue une chronologie faite de fractures et de confrontations au sein de ce mouvement et souligne combien chaque entité est soumise à des débats internes, des tensions et des contradictions.

Avant de conclure, l'auteur ouvre encore une brèche à propos de l'histoire coloniale du militantisme sportif communiste,

en soulignant combien ce domaine reste largement méconnu. Cela est notamment dû à la rareté des sources et au positionnement complexe des acteurs eux-mêmes, au vu de leur difficulté à produire un récit cohérent entre idéal soviétique et assimilation coloniale. Cette recherche, qui se conclut sur les enjeux passés et contemporains de la circulation de la mémoire militante dans le cadre de ces organisations, en appelle donc une autre.

*Grégoire Schneider (Neuchâtel)*

**Wahlig, Henry**  
**Sport im Abseits**  
 Die Geschichte der jüdischen Sportbewegung im nationalsozialistischen Deutschland

Wallstein, Göttingen 2015, 264 S., € 24,90

Die jüdische Sportbewegung der 1930er-Jahre ist bislang von der ausufernden Historiografie zum nationalsozialistischen Deutschland wenig beachtet worden. Zu Unrecht, wie Henry Wahligs Dissertation eindrücklich unter Beweis stellt. Gestützt auf Recherchen in beinahe zwei Dutzend Archiven in Deutschland, Israel, den Niederlanden, den USA und Grossbritannien, auf Zeitzeugengespräche, die Auswertung der einschlägigen Presse und relevanter Memoiren, legt der Verfasser erstmals eine Gesamtdarstellung des jüdischen Sports in Deutschland zwischen 1933 und 1938 vor. Er demonstriert dabei die wichtige Rolle des Sports im deutsch-jüdischen Alltagsleben jener Jahre, aber auch wie der Sport in verschiedener Hinsicht Vorreiter in den Prozessen der Ghettoisierung und «Arisierung» war.

Bereits vor 1933 war der Antisemitismus manchen Turn- und Sportorganisationen nicht fremd gewesen. Nur wenige Wochen und Monate nach der nationalsozialistischen Machtübernahme preschten

dann manche von ihnen vor und begannen noch ohne behördlichen Zwang damit, sich von ihren jüdischen Mitgliedern zu trennen. Die Deutsche Turnerschaft, die mit Abstand grösste Sportorganisation Deutschlands, verliess bereits am 23. März 1933 ihre statutarische politische Neutralität und bekannte sich zum Nationalsozialismus. Nur wenige Tage darauf begannen ihre Sektionen mit der Einführung von Arierparagrafen. In den folgenden Wochen und Monaten wurden die jüdischen Mitglieder, die teilweise bereits seit Jahrzehnten in der Turnbewegung aktiv gewesen waren, systematisch aus den deutschen Turnvereinen ausgeschlossen. Auch eine Reihe anderer deutscher Sportdachverbände erliessen bereits in der ersten Hälfte des Jahres 1933 antisemitische Bestimmungen.

Die Sportpolitik des Regimes hielt sich dagegen zunächst eher zurück, hauptsächlich mit Blick auf die Olympischen Spiele 1936 in Garmisch-Partenkirchen und Berlin, gegen die das NS-Regime auf keinen Fall einen Boykott riskieren wollte. Anders als die Organisationen der Arbeiter- und Rotsportbewegungen wurden die jüdischen Sportorganisationen zunächst nicht zerschlagen. Vielmehr sollten sie zu einem Auffangbecken für die aus anderen Sportverbänden ausgeschlossenen Athletinnen und Athleten werden, die ihre sportlichen Aktivitäten organisatorisch und räumlich – der Verfasser argumentiert hier überzeugend mit den Prämissen des *spatial turn* – von der «arischen» Bevölkerung separiert betreiben sollten. Nach einem monatelangen rechtlichen Schwebezustand anerkannte die Reichssportführung im November 1933 die jüdischen Sportorganisationen in diesem Sinn ausdrücklich. Dies setzte allerdings den Gewaltaktionen nationalsozialistischer Organisationen gegen jüdische Sportler und ihre Infrastruktur, die bereits 1933 eingesetzt hatten, kein Ende.



In dieser Situation erlebten die jüdischen Sportorganisationen mitglieder-mässig zunächst einen gewaltigen Aufschwung. Der Makkabi-Kreis, dessen Mitgliedschaft sich auf rund 20'000 Menschen versiebenfachte, wurde plötzlich zu einer der wichtigsten Stützen des Zionismus in Deutschland und insbesondere seine Jugendorganisationen wuchsen rasant an. In Konkurrenz zum Makkabi entstand im Rahmen des Reichsbunds jüdischer Frontsoldaten (RjF) der Sportbund Schild, der viele deutschnational gesinnte Juden anzog, die zuvor in bürgerlichen Turn- und Sportorganisationen aktiv gewesen waren. Der RjF, in dessen Kreisen es auch Mitglieder gab, die grundsätzlich mit faschistischen Ideen sympathisierten, und der Sportbund Schild gaben sich lange der Illusion hin, eine unbedingte Loyalität zur deutschen Nation würde ihre Mitglieder vor Verfolgungen bewahren. Entsprechend scharf waren bis zur Mitte der 1930er-Jahre die Rivalitäten zwischen Makkabi und Schild, wenn auch die beiden Dachverbände ab Herbst 1934 in dem von der Reichssportführung anerkannten «Reichsausschuss jüdischer Sportverbände» organisatorisch verbunden waren.

Hatte die NS-Führung dem Internationalen Olympischen Komitee frühzeitig versprechen müssen, eine Teilnahme jüdischer Athletinnen und Athleten im deutschen Olympia-Team nicht grundsätzlich auszuschliessen, wurde alles unternommen, dass die Mitglieder der jüdischen Sportverbände in den Qualifikationswettkämpfen faktisch keine Chance hatten. Die Hochspringerin Gretel Bergmann vom Sportbund Schild, die im Sommer 1936 im Rahmen der letzten vorolympischen Wettkämpfe den deutschen Rekord einstellte, wurde ohne Begründung aus dem olympischen Team ausgeschlossen. Die deutschen Sportfunktionäre verzichteten lieber auf einen Startplatz im Damen-Hochsprung, als das «Risiko» einer jüdischen

Medaillengewinnerin einzugehen. Nur zwei Personen, die nach der NS-Klassifikation als «Halbjuden» galten, wurden ins deutsche Olympiateam aufgenommen, der Eishockey-Spieler Rudi Ball und die Fechterin Helene Meyer.

Nach den Olympischen Spielen legte das NS-Regime jegliche Zurückhaltung im Umgang mit den jüdischen Sportorganisationen ab. Überwachung und Repression nahmen spürbar zu. Parallel dazu hatten die Verbände nun mit schrumpfenden Mitgliederzahlen zu kämpfen, da viele ihrer Mitglieder und oft auch wichtige Funktionäre Deutschland verliessen. Selbst der deutschnationale Sportbund Schild anerkannte aufgrund der immer katastrophaler werdenden Situation der jüdischen Bevölkerung Deutschlands die Auswanderung nun als valable Option. Dadurch nahmen auch die Spannungen zwischen Schild und Makkabi spürbar ab. Nach den Novemberpogromen von 1938 setzte das Regime zur Zerschlagung der jüdischen Sportbewegung an, wobei sich die erzwungene Auflösung einzelner Organisationen noch bis in die frühen 1940er-Jahre hinzog.

Insgesamt hat der Verfasser eine gut recherchierte Arbeit vorgelegt, die unser Wissen über die jüdische Sportbewegung in Deutschland erheblich erweitert. Lebensweltliche und strukturelle Aspekte werden gekonnt verknüpft und zu neueren historiografischen Ansätzen in Beziehung gesetzt. Aufgrund des Pioniercharakters der Arbeit und teilweise auch aufgrund der prekären Quellenlage konnten verschiedene Aspekte nur angeschnitten werden; entsprechend ist Wahligs Buch hoffentlich der Ausgangspunkt weiterer Forschungen im Themenbereich.

*Christian Koller (Zürich)*



**Michael Lütscher**  
**Schnee, Sonne und Stars**  
 Wie der Wintertourismus  
 von St. Moritz aus die Alpen  
 erobert hat

Neue Zürcher Zeitung, Zürich 2014, 272 S., Fr. 88.–

Wintersport und Wintertourismus gelten gemeinhin als untrennbar mit der Schweiz verbunden. Dass diese Liaison keine zwei Jahrhunderte alt ist und hauptsächlich auf Impulse aus dem Ausland zurückgeht, stellt das anzuzeigende Buch eindrücklich unter Beweis. Nachdem zur Mitte des 19. Jahrhunderts verschiedene Alpengemeinden zu Kurorten für Tuberkulosepatienten geworden waren und etwa gleichzeitig vor allem britische Bergsteiger mit der Jagd nach der Erstbesteigung alpiner Gipfel begonnen hatten, waren es ein bis zwei Jahrzehnte später wieder hauptsächlich Briten, die als Touristen in die Alpen kamen und allerhand sportliche Aktivitäten entfalteten. Zu verschiedenen Formen des Schlittensfahrens und zu Eissportdisziplinen wie Bandy (einem Vorläufer des Eishockeys), Curling und Eislauf kam gegen Ende des 19. Jahrhunderts der aus Skandinavien importierte Skilauf, der bald zum Wintersport schlechthin avancieren sollte. Die Schweizer Bergler waren in diesem Prozess des Kulturtransfers indessen keineswegs nur Statisten. Geschäftstüchtige Hoteliers in St. Moritz und anderswo erkannten das kommerzielle Potenzial des Wintersports frühzeitig, richteten Eisfelder und Schlittelbahnen ein, gründeten Wintersportvereine und -verbände und machten sich für die verkehrstechnische Anbindung ihrer Höhenorte an das internationale Eisenbahnnetz stark. Zudem organisierten sie als besondere Attraktionen immer grösser werdende Wintersportanlässe, ein Trend, der 1928 und 1948 in den beiden Olympischen Winterspielen von St. Moritz gipfeln sollte.

Peu à peu verlor der Wintersport in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts seinen elitären Charakter und wurde zunehmend auch von SchweizerInnen betrieben. Neben mondäne Winterkurorte der internationalen Prominenz wie St. Moritz und Gstaad traten immer mehr Destinationen, welche für die einheimischen Mittelschichten erschwinglich wurden. Der Aktivdienst im Ersten Weltkrieg trug zur Verbreitung des Skifahrens unter den Angehörigen der Gebirgstruppen bei, sodass man dieses auch in Friedenszeiten nicht mehr missen wollte. Nach dem Zweiten Weltkrieg expandierte der Wintersport während der Hochkonjunktur ungebrochen weiter und das Skifahren wurde nun definitiv zum Schweizer Nationalsport. Dies schlug sich auch auf der internationalen leistungssportlichen Bühne nieder. Mit der Zeit wurden aber kritische Stimmen laut, die etwa die Überbauung der Alpen mit Hotels und Ferienhäusern oder den energieverschwendenden Einsatz von Schneekanonen als nicht nachhaltig anprangerten. Zudem erhielt das Skifahren ab den 1980er-Jahren zunehmend Konkurrenz durch das Snowboarden, wobei sich der anfängliche Kulturgegensatz zwischen den beiden Disziplinen allerdings relativ rasch wieder verflüchtigte.

Diese hier sehr gerafft wiedergegebenen Entwicklungen werden im besprochenen Buch äusserst facettenreich dargestellt. So befassen sich beispielsweise eigene Kapitel mit der Entwicklung der visuellen Fremdenverkehrswerbung oder der schweizerischen Sportartikelindustrie. Darüber hinaus behandeln zahlreiche von SpezialistInnen verfasste Einschübe in den Haupttext besondere Aspekte, so etwa die Geschichte des Skeletons, die Entwicklung der weiblichen Skimode, das Schweizer Eishockey in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts, die Hollywood-Prominenz in St. Moritz, die Entwicklung der Verarz tung gebrochener

Beine, den Skirennfahrer und Skischuhproduzenten Karl Molitor, Formen der Konkurrenz durch österreichische und französische Skigebiete, die Geschichten des Davoser Schlittens und der Wintersportarchitektur, die Kreation eines Gründungsmythos bei der Vermarktung von St. Moritz, den Engadiner Skimarathon oder die Biografien von Walter Gurtner alias Idi Alpin, der das Skigebiet Laax aus dem Boden stampfte, und Art Furrer, dem Marketinggenie mit dem Cowboyhut von der Riederalp. All das wird gut leserlich präsentiert. Besonders hervorzuheben ist auch die Illustration mit hervorragendem Bildmaterial, die zahlreiche visuelle Perlen enthält. Ein Vorwort von Adolf Ogi und ein Nachwort des britischen Botschafters David Moran rahmen den Text ein, ein Interview mit dem Trendforscher David Bosshart versucht den

historischen Ablauf in die Zukunft hinein zu verlängern.

Insgesamt ist dem Verfasser ein extrem breit angelegtes Panorama der Entwicklung von Wintertourismus und Wintersport in der Schweiz gelungen. Es zeigt nicht nur die enge Verflechtung von Sport und Wirtschaft, sondern auch die komplexen Beziehungen dieser Symbiose zu technischen Faktoren, politischen Einflüssen (auch wenn Bundesrat Edmund Schulthess fälschlicherweise ein «von» zugesprochen wird), (88) der gesellschaftlichen Schichtung und den sich wandelnden Geschlechterrollenbildern. Last but not least verdeutlicht das Buch exemplarisch die Bedeutung der internationalen Offenheit als wirtschaftlicher und kultureller Erfolgsfaktor der Schweiz.

*Christian Koller (Zürich)*

---

## Allgemeine Buchbesprechungen

### Comptes rendus généraux

Gabriela Signori  
**Schuldenwirtschaft**  
Konsumenten- und  
Hypothekarkredite  
im spätmittelalterlichen Basel

UVK, Konstanz 2015, 186 S., Fr. 38.40

Dorothee Guggenheimer  
**Kredite, Krisen und Konkurse**  
Wirtschaftliches Scheitern in  
der Stadt St. Gallen im 17. und  
18. Jahrhundert

Chronos, Zürich 2014, 275 S., Fr. 49.–

Schulden und Kredite prägen nicht nur die Wirtschaft, sondern haben darüber hinaus gesellschaftliche und politische Implikationen. Das ist in unserer von Schuldenkrisen gebeutelten Zeit eine Binsenweisheit. Ein Blick in die hier zu besprechenden Monografien zeigt, dass auch die spätmittelalterliche und frühneuzeitliche Wirtschaft nur dank zahlreicher Kredite am Laufen gehalten wurde. Aktenkundig werden Schulden und Schuldbeziehungen meist nur, wenn sie scheitern. Signori betrachtet – sehr quellennah – die verschiedenen Arten von Schuldverhältnissen im spätmittelalterlichen Basel anhand der Serien des Gerichtsarchivs, das heisst vorwiegend der freiwilligen Gerichtsbarkeit. Guggenheimers Fokus dagegen liegt auf dem wirtschaftlichen Scheitern, den verschiedenen Formen des Konkurses im St. Gallen des 17. und 18. Jahrhunderts.

Schulden, die informell, das heisst ohne schriftlichen Vertrag, ohne Sicherheit und ohne Erwähnung von Zinsen (Guggenheimer, 149) aufgenommen wurden, machten einen bedeutenden Teil der gesamten Kredite aus. Obwohl die Quellenlage

wenig klar ist und keine Quantifizierung erlaubt, (Signori, 42) nennen beide Autorinnen die Lieferung von Rohstoffen sowie von Konsumgütern auf Kredit als Anlass dieser Schulden. Da solche Kredite auch ein grosses Gefälle zwischen Arm und Reich aufweisen konnten, sieht Signori sie als «sozialen Kitt» (56) und betont ihre Wichtigkeit auf wirtschaftlicher wie politischer Ebene. Ob die reichen, häufig vor Gericht erscheinenden Gläubiger hingegen auch als «Kredithaie» zu verstehen wären, muss Signori offenlassen. (55) Obwohl die informellen («laufenden») Schulden im Konkursverfahren keine Priorität hatten, wurden sie gerade von Kaufleuten angehäuft, nicht zuletzt bei der Stadt St. Gallen.

Da beide Monografien vornehmlich mit Gerichtsakten arbeiten, steht das Eintreiben von Schulden im Zentrum. In den einfachen Schuldanerkennungen («Vergichte») vor dem Basler Schultheisengericht, der niederschwelligsten Form der Eintreibung, sieht Signori ein sehr wirksames Mittel. Prekärer war die Lage derjenigen, deren Liegenschaft oder Güter beschlagnahmt wurden, um die Schuld zu begleichen. Im Verlauf des 15. Jahrhunderts verschoben sich diese Schuldner von der Mitte der Gesellschaft an die Peripherie, es war «dasselbe Personal» wie in den *Vergichtbüchern*. (75) Unter den Gläubigern der scheiternden Schuldner spielten kirchliche Institutionen eine grosse Rolle, was im Hinblick auf die Reformation von Bedeutung sei. Guggenheimer beleuchtet ausführlich die Entwicklung des St. Galler Konkursrechts und -verfahrens und die zugrundeliegenden juristischen Prinzipien, darunter das Offizialprinzip, welches besagte, dass das Gericht das ganze Verfah-

ren führte. Die St. Galler Obrigkeit erwies sich bei der Entwicklung des Konkursverfahrens als «erstaunlich wendig», indem sie auf Konkurswellen und wirtschaftliche Neuerungen reagierte (80) und dabei mal die Interessen der Zünfte, mal diejenigen der Kaufleute stärker berücksichtigte. Die wichtigste Innovation des 18. Jahrhunderts war das Akkordverfahren. Als Verhandlungslösung zwischen Schuldner und Gläubiger wurde es zur wichtigen Alternative zum herkömmlichen Konkursverfahren (Falliment). Die Anzahl Konkurse stieg durch das Akkordverfahren stark an. Interessant ist ausserdem die Entwicklung der moralischen Dimension: Während die Gesetze des 17. Jahrhunderts – grösstenteils an der Realität vorbei – den Topos des «luxussüchtigen, verschwenderischen und betrügerischen Kaufmanns» (212) bemühten, entwickelte sich im 18. Jahrhundert das Scheitern zu einer rein wirtschaftlichen Angelegenheit.

Immobilien spielten als Sicherheit vor allem für grössere und längerfristig angelegte Kredite eine grosse Rolle. Signori zeigt auf, dass Hausbesitz sozial keineswegs exklusiv war und viele Stadtbewohner auch ohne eigenes Vermögen in die «städtische Hauswirtschaft» involviert waren. (119) Sie grenzt sich explizit von Valentin Groebners Dissertation *Ökonomie ohne Haus* von 1993 ab. Der Hausverkauf selbst war ein zentraler Anlass für Verschuldung, und im Spätmittelalter wurden Hypotheken oft «allzu grosszügig» gewährt. (85) Immobilienbesitz als Basis für Kredite – obwohl nur wenige Kredite explizit an Grundstücke gekoppelt waren – zeigt Guggenheimer: Hausbesitzer waren im Verhältnis zu ihrem Steuervermögen viel stärker überschuldet als Personen ohne Immobilien. Beide Autorinnen halten deshalb fest, dass Immobilien Anreize zur Überschuldung schufen und damit nicht nur Sicherheiten, sondern eben auch Risiken darstellten.

Während Signori die Auswirkungen der Konjunktur kaum beschreiben kann (einzig die «Vergicht»-Summen werden in schwierigen Zeiten tendenziell kleiner), untersucht Guggenheimer auf der Basis der quantitativ erfassten Konkurszahlen, wie sich der Zusammenhang zwischen der Konjunktur, die von mehreren Indikatoren abgeleitet wird (Getreidepreise, Liquidität, Nachfrage nach Krediten, städtische Finanzen, Steuerkraft der Bürger), und Konkursen artikuliert. Phasen von parallel verlaufender Entwicklung wechselten sich mit gegenläufigen Bewegungen ab. Gerade in der wichtigen Textilproduktion konnte ein Ansteigen der Konkurszahlen Ausdruck von Krisen sein (etwa um 1710–1740), aber auch mit wirtschaftlicher Prosperität zusammenhängen (etwa nach 1740). Diese Untersuchung liefert eine zweischneidige Antwort auf eine schon länger diskutierte Forschungsfrage.

Beide Arbeiten werfen Fragen zum Umgang mit quantitativen Daten in der Geschichtswissenschaft auf. Einerseits gehören die gewählten Methoden dargelegt, was bei Guggenheimer in Bezug auf die Erstellung der Stichproben exemplarisch geschieht, bei Signori hingegen weitgehend auf der Strecke bleibt, etwa bei stichprobenartigen Vergleichen. (33, 54) Weiter gilt es, mit undeutlichen Zusammenhängen (Guggenheimer) und unvollständigen Quellen (Signori) umzugehen. Die beobachteten Muster werden nicht auf ihre statistische Signifikanz getestet, bezüglich der quantitativen Methoden sind die Arbeiten daher wenig innovativ. Es stellt sich die Frage, ob die Beobachtung von Entwicklungen auf einem soliden Fundament steht, etwa bei den schnellen Wechseln zwischen paralleler und gegenläufiger Tendenz bei den St. Galler Konkursen. Vor allem Signori postuliert mehrfach auf schwacher Datengrundlage einen Wandel, etwa hinsichtlich der Rolle der reichen Gläubiger, die gegen Ende des

Jahrhunderts wichtiger geworden seien und somit mehr vertikale Kreditverhältnisse entstehen liessen, (54) oder mit der Behauptung, die Gerichtsquellen und die privaten Geschäftsbücher seien im 15. Jahrhundert hinsichtlich des beteiligten Personals auseinandergedriftet.

Die Rolle der städtischen Behörden bestand in erster Linie in der Abwicklung der Fälle und in der Dokumentation von gerichtlichen Vorgängen. Vor allem Signori räumt der Entwicklung der Formulare und der Aufschreibepaxis grossen Raum ein und bleibt nah an den Quellen. Das bringt gewisse Redundanzen mit sich, gerade angesichts der Formelhaftigkeit der Einträge. Verschärft wird dies noch durch die ergänzenden Übertragungen in aktuelles Deutsch, die wenig systematisch mal in der Fussnote, mal im Haupttext anzutreffen sind. Die zunehmende Verschriftlichung sollte nicht nur Ordnung in das Buchsystem bringen, über die Quantität der Einträge sollte Vertrauen ins Kreditsystem geschaffen werden. Neben dem Kontrollstreben der Stadt kann Guggenheimer zusätzlich die aktive Rolle der Stadt als Gläubigerin aufzeigen. Vor allem im 18. Jahrhundert gingen städtische Institutionen dabei auch wirtschaftliche Risiken ein. Einfacher zu erklären sind die Bemühungen der Stadt, die wirtschaftliche Eigenständigkeit der Bankrotteure zu unterstützen (zum Teil mit Darlehen) oder sie gar als städtische Angestellte zu beschäftigen.

Eine zentrale und zugleich schwierig zu klärende Frage ist die nach möglichen sozialen Beziehungen, die den Krediten zugrunde lagen. So kann Guggenheimer aufzeigen, dass unter den Gläubigern von Handwerkern Verwandte unterschiedlich häufig anzutreffen waren. Der Anteil schwankt zwischen fast null und zwei Dritteln. (187, 190) Auch in der Struktur des Schuldennetzwerks gab es grosse Unterschiede. Als auffällig beschreibt

Guggenheimer die grosse Homogenität der Gläubigerschaft bei den Metzgern. Das «engmaschige, dichte Beziehungsnetz» liess die Gläubiger besonders geduldig auftreten. (179) Die Basler Quellen lassen in dieser Frage eher das Gegenteil vermuten. Vor allem in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts sei der Kredit oft «die einzige für uns erkennbare Verbindungslinie zwischen dem Gläubiger und dem Schuldner». (Signori, 45) In früheren Jahrzehnten seien hingegen eher Schuldverhältnisse innerhalb der sozialen Gruppe (etwa ein spezifisches Berufsfeld) eingegangen worden. Allerdings zeigt die Auswertung der Schuldenliste des Krämers Stephan Offenburg durch Hans-Jörg Gilomen, dass bereits um 1430 die Unterschicht sehr viele Kredite aufnahm und somit ein soziales Gefälle durchaus vorhanden war.

Dieses Gefälle bringt Signori mit dem Gegensatz «kleine Leute» versus «Reiche und Superreiche» (26, 47) zum Ausdruck. Diese etwas problematische Begriffsbildung bringt die nach wie vor bestehende Schwierigkeit zum Ausdruck, städtische Gesellschaften in Gruppen und Schichten einzuteilen. Wichtig ist Signori die Feststellung, dass die Armen in die städtische Kreditwirtschaft eingebunden waren. Auch die Zeitgenossen mussten das wirtschaftliche Potenzial einschätzen. Einen Konsens diesbezüglich stellt Guggenheimer etwa fest, wenn Gläubiger vergleichbare Anteile des eigenen Steuervermögens in Schuldner investierten. Für diese Einschätzung wurde der Beruf des Schuldners als Kriterium herangezogen. Als Voraussetzung für eine Kreditvergabe stellen sich hier nicht Vertrauen (welches Guggenheimer als «ungenügend operationalisierbar» bezeichnet, 17), sondern Informationen (beziehungsweise berufsspezifische Stereotype) heraus. Signori macht in dieser Frage das Vertrauen ins System stark, das heisst, dass Gläubiger sich darauf verlies-



sen, vor Gericht ihre Kredite zurückfordern zu können. Beide Ansätze zeigen nicht zuletzt, dass sich Gerichtsquellen nur bedingt dazu eignen, über die Grundlagen eines Kreditentscheids eines Gläubigers nachzudenken. Leider kann Signori in dieser Hinsicht aus einer anderen Quellengattung, nämlich den Geschäftsbüchern von reichen Gläubigern, ebenfalls wenig herausholen.

Auf der anderen Seite bleibt offen, weshalb die Schulden eingegangen wurden, was auf die Quellenlage zurückzuführen ist. So kann Guggenheimer nicht einmal in den Fallbeispielen die individuellen Gründe für den Konkurs eruieren. Wer von den zwei Büchern erwartet, mehr über die individuellen Gründe wirtschaftlichen Scheiterns zu erfahren, wird enttäuscht. Das Lesevergnügen wird bei Signori, wie oben erwähnt, durch die vielen ausführlichen Quellenzitate eingeschränkt, während bei Guggenheimer die häufigen Redundanzen etwas störend wirken, am auffälligsten bezüglich der Anteile von verwandten Gläubigern. (187, 190) Beide Autorinnen leisten jedoch einen wichtigen Beitrag zum Verständnis von Kreditwesen und Schulden in der Vormoderne.

*Benjamin Hitz (Basel)*

**Nino Kühnis  
Anarchisten!**

**Von Vorläufern und Erleuchteten,  
von Ungeziefer und Läusen.  
Zur kollektiven Identität  
einer radikalen Gemeinschaft  
in der Schweiz, 1885–1914**

transcript, Bielefeld 2015, 568 S., € 42,99

Die Ansätze zur Erforschung von sozialen Bewegungen sind breit auskristallisiert: *resource mobilisation theory* hat sich von ihrem Ursprung in Mancur Olsons *rational choice*-Welt losgelöst und Charles Tilly's *political process*-Ansatz hat sich im Ein-

klang mit Tilly's empirischen Forschungen erweitert und verfeinert. Während der 1990er-Jahre kam es zu einem Amalgam beider Ansätze, das *contentious politics* genannt wird und versucht, eine Unmenge von Faktoren und Kontexten miteinander zu verbinden. Neben und gewissermassen im Gegensatz zu diesen Ansätzen entwickelte sich die Theorie der kollektiven Identität, die in dem viel zu früh verstorbenen Nino Kühnis einen streitbaren Verteidiger gefunden hat. Er vertritt in seiner Dissertation die These, dass kollektive Identität einen sehr wichtigen, wenn nicht bestimmenden Beitrag zum Überleben anarchistischer «Gemeinschaften» darstellt. Kollektive Identität hat darüber hinaus den Vorteil, dass sie nicht hierarchisch zwischen Realia und Abstrakta unterscheidet. Kühnis zufolge passt das genau zur anarchistischen Bewegung, die keine gross entfaltete Organisation mit Ämtern kannte und für Aktivisten keine materiellen Vorteile bot.

Kühnis konzentriert sich auf die Analyse periodischer Publikationen, einerseits der anarchistischen Bewegung, andererseits der nichtanarchistischen Presse, in der richtigen Annahme, dass für die Konstituierung von Identitäten die Haltung der Anderen wichtig ist. Die Fokussierung auf die Presse ist konsequent, wenn man die Formung und Reproduktion von Identitäten untersuchen will, lässt aber andere Aspekte der Bewegung wie Finanzierung, soziale Basis, Organisationsstruktur und politische (Un-)Möglichkeiten ausser Acht. Auch, und vielleicht gerade bei kurzlebigen anarchistischen Publikationen, bleibt zu fragen, ob die durch eine Publikation ausgedrückte Identität die des Redaktors oder die einer Gruppe ist.

Das Buch fängt mit zwei sehr ausführlichen Kapiteln über soziale Identität und über Anarchismus und anarchistische Bewegung an. Beide Kapitel beginnen bei den alten Griechen, und man fragt sich,



ob das nicht des Guten zu viel sei. Nino Kühnis gibt aber auch eine sehr nützliche und kompetente Synthese der neueren und neuesten Literatur über Identitäten. Das Kapitel über Anarchismus basiert für die allgemeine Geschichte des Anarchismus auf Max Nettlau und George Woodcock, beides ältere Publikationen (Max Nettlau, *Geschichte der Anarchie*, mehrere Editionen; George Woodcock, *Anarchism*, Aylesbury 1975). Die spätere Analyse anarchistischer Publikationen hätte an Schärfe gewonnen, wenn der Autor auch neuere Literatur verarbeitet hätte, wie zum Beispiel Lucien Van der Walt und Michael Schmidts *Black Flame*, das eine enge und sehr umstrittene Definition von Anarchismus vertritt, oder Carl Levy's Aufsatz über die Anfänge der anarchistischen Bewegung (Michael Schmidt, Lucien van der Walt, *Black Flame. The Revolutionary Class Politics of Anarchism and Syndicalism*, Oakland 2009; Carl Levy, «Anarchism, Internationalism, and Nationalism in Europe, 1860–1939», *Australian Journal of Politics and History* 50/3 [2004], 330–342). Letztere Publikation hätte unter anderem deutlich gemacht, warum viele Anarchisten (wie Kropotkin und Nettlau) sich als Sozialisten sahen, als Vertreter eines nichtautoritären und freiheitlichen Sozialismus. Diese Identität spielte auch in der Schweiz in den Auseinandersetzungen zwischen Anarchisten und Sozialdemokraten eine Rolle.

Nach diesen beiden Kapiteln analysiert Kühnis auf 270 Seiten 10 deutschsprachige Periodika und darauf folgend 14 französischsprachige Publikationen, insgesamt das Resultat einer Riesenarbeit. Die Periodika werden in chronologischer Ordnung eins für eins analysiert. Den Autor interessieren vor allem Hypergüter (positive wie Freiheit oder Individualität und negative wie Autorität oder Kapitalismus), *framing*-Prozesse und die Verarbei-

tung von religiösen und nationalistischen Diskursen. Damit wird eine geschichtete Rekonstruktion von Identitäten ermöglicht. Für jede Publikation werden zum Schluss die bibliografischen Daten so vollständig wie möglich angegeben (nur die Bestände des Amsterdamer Internationalen Instituts für Sozialgeschichte fehlen bisweilen). Eine Verarbeitung dieser Daten hätte die Analyse um einige wichtige Realia bereichert, aber Kühnis bleibt bei reiner Diskursanalyse. Wie man vielleicht erwarten könnte, zeigen die Publikationen Parallelen und Gegensätze. Die Parallelen findet der Autor vor allem bei den Hypergütern, die Gegensätze eher in den *framing*-Prozessen. Er läuft dabei das Risiko, in Kreisschlüsse zu geraten, denn gerade die positiven Hypergüter sind ihm oft Anlass, eine Publikation anarchistisch zu nennen. Kühnis zufolge kennzeichnet das Amalgam von Parallelen und Unterschieden jede anarchistische Bewegung, und darin hat er sicher Recht, aber man findet ein gleiches Amalgam zum Beispiel auch bei den Sozialdemokraten, die ebenfalls sehr verschiedene Positionen vertraten. Der Unterschied zu den Anarchisten dürfte das sozialdemokratische Festhalten an Organisation sein, während viele Anarchisten solcher mit Misstrauen begegneten. Interessant ist, dass die deutschsprachigen Publikationen auf Deutschland und Österreich orientiert waren, namentlich auf Gustav Landauer und Rudolf Grossmann (Pierre Ramus), während die französischsprachigen sich eher auf Frankreich und Italien richteten. Dieser Unterschied wird aber nicht weiter analysiert. Internationale Dimensionen der anarchistischen Identität fehlen, und das, obwohl der Anarchismus sich als kosmopolitisch verstand und transnational vernetzt war. Kommentare vom internationalen Anarchistenkongress in Amsterdam (1907) wären zum Beispiel interessant gewesen, gerade weil auf diesem Kongress Amédée Dunois einer der

Hauptvertreter des Syndikalismus war und diesen als den Anarchismus einer jüngeren Generation verteidigte, ein Identitätsaspekt, der im Buch fehlt.

Hypergüter und die *framing*-Prozesse waren nicht nur als Werbung, sondern auch als Antwort an die nichtanarchistische Presse gemeint. Es ist darum sehr gut, dass der Autor diese Presse in seine Untersuchung mit einbezogen hat. Er beschränkt sich auf vier Momente: die geplante Bundeshaussprengung (1885), das Attentat auf Kaiserin Sissi (1898), die Silvestrelli-Affäre (1902) und die versuchte gewaltsame Befreiung des Anarchisten Kilaschnitzky (1907/1912). Generell lässt sich eine sehr kritische Haltung gegenüber dem Anarchismus feststellen, aber es gibt bei den französischsprachigen Sozialdemokraten einige Ausnahmen. Kühnis hat wohl recht, dass die Anarchismuskritik der bürgerlichen Presse eine Vorstufe für eine breitere Kampagne gegen die Sozialdemokraten gewesen sei. Generell wird deutlich, dass die Anarchisten in der nichtanarchistischen Presse pathologisiert der als Spione eines ausländischen Komplotts oder gar als Ungeziefer und Dreck hingestellt wurden. Die sozialdemokratische Presse sah die anarchistische Bewegung gern als bürgerlich und hierarchisch mit einigen anarchistischen Intellektuellen als Drahtziehern (die deutschsprachigen Sozialdemokraten schimpften lange Zeit auf Johann Most) und blinden, verführten und verwirrten Dummköpfen in der Schweiz selbst.

In seinem Schlusswort betont Kühnis das Fruchtbare seiner Herangehensweise und er hat sicher recht, dass durch eine Diskursanalyse, wie er sie vorgenommen hat, das Bewusstsein der Anarchisten besser analysiert werden kann. Das gilt auch für seine Meinung, dass ein starkes Identitätsgefühl eine wichtige Voraussetzung für das Überleben einer sozialen Bewegung sei. Wie wichtig, bleibt aber eine offene

Frage, und ebenso bleibt unsicher, inwieweit man die festgestellten Identitäten kollektiv nennen darf.

*Bert Altena (Haarlem)*

**Matthias Möller**  
**Leben in Kooperation**  
**Genossenschaftlicher Alltag**  
**in der Mustersiedlung Freidorf**  
**bei Basel (1919–1969)**

Campus, Frankfurt a. M. 2015, 286 S., € 34,90

Den wenigsten, die heute durch prall gefüllte Regale in einem Coop-Supermarkt gehen, sich mit Aktionsware eindecken und vor dem Bezahlen ihre Supercard vorzeigen, wird bewusst sein, dass der Coop einst aus dem Verband der Schweizerischen Konsumvereine (VSK) hervorgegangen ist. Der VSK engagierte sich nach dem Ersten Weltkrieg im sozialen Wohnungsbau, in einem weit beachteten genossenschaftlichen Projekt, der «Siedlungsgenossenschaft Freidorf» auf dem «Schänzli» in Muttenz nahe der Stadt Basel.

In der vom Architekten Hannes Meyer konzipierten dreieckigen Siedlungsanlage sollte Raum für 150 Familien geschaffen werden. Der Impetus war antikapitalistisch. Alle Profite, die aus der Siedlung erwachsen, sollten kollektiviert werden mit dem Fernziel, später neue Siedlungen zu gründen.

1921 wurde das «Freidorf» eröffnet. In einem einheitlichen Ensemble fanden drei verschiedene Haustypen Platz, die es allen Gesellschaftsschichten, von den einfachen Arbeitern bis zu den Akademikern, ermöglichen sollten, im «Freidorf» Platz zu finden. Zu jedem Haus gehörte ein kleiner Gartenanteil, welcher der Selbstversorgung diente. Die Siedlung bestach durch eine grosse Einheitlichkeit: individuelle Blumenkästen waren verboten, auf

Erker und Bauschmuck wurde bewusst verzichtet. Im Gemeinschaftshaus, das als «Tempel der Gemeinschaft» auch der Selbstrepräsentation diene, waren der Genossenschaftsladen, eine Schule, eine Bibliothek sowie Versammlungslokale untergebracht.

In seiner alltagsorientierten Dissertation zeigt Matthias Möller eindrücklich auf, wie das Gemeinschaftsleben in den ersten Jahren der Siedlung organisiert war. Es existierte ein vielfältiges Nebeneinander von Kommissionen und Vereinen, die das Leben im «Freidorf» strukturierten. Viele Männer engagierten sich in der Betriebskommission, in der Baukommission oder in einem Kleintierzüchter- oder Radioverein; auch die Leitungsfunktionen im «Freidorf» waren nahezu durchweg von Männern besetzt. Im «Freidorf» herrschte ein klar traditionelles Rollenverständnis der Geschlechter. So waren die Frauen viel stärker im häuslichen Bereich tätig als die Männer und etwa auch im Gertrudverein (nach Pestalozzis Roman, der ein positives mütterliches Rollenbild für Frauen propagierte) aktiv. Überzeugend weist Möller nach, dass die Vitalität und Bindungskraft der Siedlung stark von Frauen geprägt war.

Die Genossenschaft bestimmte weite Teile des alltäglichen Lebens. Mitglieder des «Freidorfs» waren beispielsweise angehalten, im Genossenschaftsladen einzukaufen. Die Bezugstreue, auch gefördert durch die jährlich ausbezahlten Überschussbeteiligungen, war durchweg sehr hoch. Die Mitglieder gaben 40–50 Prozent des jährlichen Einkommens im Laden aus. Gegen aussen trat das «Freidorf» häufig als Einheit auf; unter den «Freidörflern» war es verpönt, sich direkt an die Muttenzer Behörden zu wenden.

Spätestens in den 1950er-Jahren setzten im «Freidorf» massgebliche Wandlungen ein. Muttenz wandelte sich in wenigen Jahren von einem Bauerndorf zu einer

Agglomerationsgemeinde. Aufgrund der Automobilisierung konnten sich die Kinder nicht mehr so frei auf den Strassen bewegen wie zuvor. Die kommunikative Verwobenheit in einen überfamiliären Zusammenhang löste sich zum Teil auf, die Nachbarschaften verloren an Bedeutung. Somit wurde die Idee einer Häuslichkeit, die von Nachbarn abgegrenzte Kernfamilien als neue Einheit ansah, popularisiert. Genossenschaftliche Organisation der Tätigkeit wurde durch technische Individualisierungen in Privathaushalten ersetzt. Die weltanschaulichen Aspekte der Genossenschaftsbewegung gerieten mehr und mehr in den Hintergrund.

Exemplarisch erkennen lässt sich diese Individualisierung im «Freidorf» anhand des Wegbrechens von Strukturen, welche die Gründergeneration geschaffen hatte. 1968 musste das Restaurant schliessen, 1971 die Schule, 1974 die Bibliothek, nachdem vorher noch ein nur teilweise erfolgreicher Strategiewechsel hin zu einer Kinder- und Jugendbibliothek versucht worden war. 1966 wurde der Genossenschaftsladen auf Selbstbedienung umgestellt, was die Einkaufszeiten verkürzte. Jedoch fielen dadurch auch soziale Kontakte weg. Sogar das Gemeinschaftshaus sollte wegen fehlender Nutzungen abgerissen werden, was jedoch der Heimatschutz glücklicherweise verhindern konnte.

Immer weniger Mitglieder mochten sich für die Gemeinschaft engagieren, sodass auf denen, die dies auf sich nahmen, immer mehr Arbeit lastete. Mehrfachmitgliedschaften in Kommissionen waren die Folge. 1951–1956 waren 28,8 Prozent der Neusiedlerinnen in Kommissionen aktiv, 1963–1968 reduzierte sich die Beteiligung auf 7,1 Prozent. Die neue Generation konnte oder wollte die hohen Erwartungen, die an ihr Engagement gestellt wurden, nicht erfüllen. Die ältere Generation reagierte mit einem aggressiven Traditionalismus, der die früheren Gewissheiten

umso stärker betonte, je mehr ihr Inhalt sich verflüchtigte. Ihre Anspruchshaltung hatte zur Folge, dass sich die jüngere Generation noch klarer von den früher gemeinschaftlich angegangenen Aufgaben der Genossenschaft distanzierte.

Mit dem 50-jährigen Jubiläum 1969 war die Transformation von einem Siedlungskollektiv hin zu einer Gemeinschaft von Hausmietern nahezu abgeschlossen. 1982 erkannte der Genossenschaftsforscher und Aktivist Klaus Novy nur noch ein Umschlagen des Traums von der grossen Harmonie in «schlichte Spiessigkeit». Matthias Möller mag sich in seinem Fazit dieser Niedergangstheorie, die doch einiges für sich hat, nicht vollkommen anschliessen. Leider verzichtet er auf die Beschreibung der weiteren Entwicklung des «Freidorfs» bis in die Gegenwart, was seine differenzierte Gegenposition verdeutlicht hätte. Seine Ratschläge und Lehren aus der Siedlungsgenossenschaft, die er an den Schluss der höchst informativen Untersuchung stellt, sind demgegenüber recht allgemein gehalten.

*Andreas Schwab (Bern)*

**Ruedi Epple, Eva Schär**  
**Spuren einer anderen**  
**Sozialen Arbeit**  
**Kritische und politische Sozialarbeit**  
**in der Schweiz 1900–2000**

Seismo, Zürich 2015, 422 S., Fr. 48.–

Ruedi Epple und Eva Schär gehen in ihrem neuen Buch, wie bereits in ihrem ersten gemeinsamen Buch, *Stifter, Städter, Staaten. Zur Geschichte der Armut, Selbsthilfe und Unterstützung in der Schweiz. 1200–1900*, auf Spurensuche. Sie möchten einen Beitrag dazu leisten, dass die Tradition kritischer und politischer Sozialer Arbeit in der Schweiz nicht in Vergessenheit gerät. Dies gelingt der Autorin und

dem Autor in einer besonders interessanten und anregenden Weise. Das Buch liefert darüber hinaus Anstösse für eine reflektierte und kritische Auseinandersetzung mit aktuellen Themen der Sozialen Arbeit.

Im Rahmen von vier Kapiteln werden vier Spuren der kritischen und politischen Sozialen Arbeit in der Schweiz zwischen 1900 und 2000 aufgezeigt.

Im ersten Kapitel erfolgt eine Auseinandersetzung mit den 1920er-Jahren. Der Autor und die Autorin verweisen darauf, dass die Schweizer Wirtschaft am Beginn des 20. Jahrhunderts durch ein «Nebeneinander von modernem und traditionellem Sektor» gekennzeichnet war. Die Industrialisierung verlief in der Schweiz weitgehend dezentral. Dies führte zu einer verzögerten Verstädterung. Arbeiter- und Elendsquartiere entwickelten sich vergleichsweise spät. Settlements als eine Antwort auf die Armut in den Arbeiterquartieren entstanden in der Schweiz erst nach dem Ersten Weltkrieg. Die Settlement-Bewegung in der Schweiz wurzelte im religiös-sozialen Milieu mit starken Bezügen zum Sozialismus. «Das religiös-soziale Verständnis von Sozialismus orientierte sich an einer demokratisch-genossenschaftlichen Gemeinschaft.» (40) Die Settlements waren sozialpolitisch orientiert. Sie grenzten sich deutlich von der männlich geprägten Armenpflege mit ihrer pflegerischen, individualisierenden, paternalistischen, moralisierenden und disziplinierenden Ausrichtung ab. Das erste Settlement der Schweiz entstand mit dem «Gartenhof» in Zürich. Das ausführlich beschriebene Projekt «Ulme» im Basler Klybeck-Quartier gilt als zweites Settlement der Schweiz. Dessen Geschichte wird in Verknüpfung mit dem Leben und Wirken von Christine Brugger sowie mit den Rahmenbedingungen und den internationalen Verbindungen, zum Beispiel zur «Sozialen Arbeitsgemeinschaft Berlin-Ost» dargestellt.



Das Kapitel 2 widmet sich der «Krisen- und Kriegszeit der 1930er und 1940er Jahre» und zeigt anhand von Beispielen die Soziale Arbeit im Rahmen der sozialistischen Wohlfahrtspflege auf. Die allgemeine sozialstaatliche Entwicklung der Schweiz war nicht weit fortgeschritten und stagnierte in der Zwischenkriegszeit. Traditionelle Hilfs- und Unterstützungsangebote waren mit steigenden Fallzahlen und zunehmenden Kosten konfrontiert. Die politische Linke der Arbeiterbewegung stand der Sozialen Arbeit traditionell eher kritisch gegenüber. Dennoch gab es immer wieder einzelne Personen in der politischen Linken, die diese Positionierung nicht teilten. Zum zentralen Instrument der sozialistischen Wohlfahrtspflege wurde die «gebundene Hilfe» der Zwischenkriegszeit. Diese richtete ihre Unterstützung nicht «neutral» an unterschiedliche Personengruppen. Sie unterstützte nur bestimmte in Not geratene Gruppen. Es handelte sich um «Hilfe für seinesgleichen». (22) So unterstützte beispielsweise die «Rote Hilfe» der kommunistischen Partei inhaftierte Parteimitglieder und deren Familien. Die «Konferenz für sozialistische Wohlfahrt» und das aus ihr hervorgegangene «Schweizerische Arbeiterhilfswerk» sind Einrichtungen der «gebundenen Hilfe» der gemässigten politischen Linken. Getragen wurden diese Einrichtungen von Sozialdemokraten und Gewerkschaftlern, die «politisches Engagement und Soziale Arbeit verbinden wollten». (101) Die Tätigkeit der «Konferenz für sozialistische Wohlfahrt» wird in Verbindung mit Emma Steiger präsentiert. Die Aktivitäten des «Schweizerischen Arbeiterhilfswerks» werden im Zusammenhang mit Verena Conzetti und ihrer Tätigkeit im kriegszerstörten Deutschland aufgezeigt.

Die Spurensuche im Kapitel 3 führt in die 1970er-Jahre. Im Zentrum steht die Entstehung der «Schule für Sozialarbeit

Solothurn» aus dem Fürsorgerinnen-Seminar des «Seraphischen Liebeswerks Solothurn» 1969. Dieser Prozess war gekennzeichnet von den Spannungen zwischen den Werten und Vorstellungen im katholisch-konservativen Milieu und der sich vor dem Hintergrund der Bewegung nach 1968 an der «Schule für Sozialarbeit Solothurn» neu entwickelnden Ausbildung zur «solidarischen Professionalität». Am Beispiel der Studentin Therese Frösch wird dieser spannungsreiche Entstehungsprozess aufgezeigt.

Im Zentrum des letzten Kapitels steht die «Sans-Papiers-Bewegung» seit der Jahrtausendwende. Deren Aktivitäten werden bezugnehmend auf das Engagement von Pierre-Alain Niklaus beschrieben. Damit wird eine «aktuelle Form anderer Sozialarbeit» thematisiert. «Indem diese sich einer gesellschaftskritischen Analyse bedient, politische Ziele verfolgt und aktiv in die politische Arena eintritt, gewährt sie nicht nur Unterstützung, sondern gibt sie sich auch ein politisches Mandat.» (273) Die Autorin und der Autor sprechen davon, dass die «Sans-Papiers-Bewegung» in einem Bezugsrahmen zu verorten ist, der als eine Phase des Umbruchs bezeichnet werden kann. Sie stellen die Frage, «ob die gegenwärtigen Auseinandersetzungen an einen Anfang zurückführen», (274) in dem das Konzept des Marktliberalismus und das individuelle Verständnis von Armut im Zug von neoliberalen Entwicklungen wieder vorherrschen.

Die Spurensuche im Rahmen der einzelnen Kapitel wird mit Quellentexten ergänzt. Diese entstammen meist dem jeweiligen Umfeld der dargestellten Bewegungen. Im Kapitel 1 findet sich je ein Text von Jane Addams und Mentona Moser, im Kapitel 2 von Emma Steiger und Bertha Capen Reynolds, im Kapitel 3 von Anton Hunziker und Walter Hollstein sowie im Kapitel 4 je ein Text von Marc-Henry Soulet und Bob Mullaly. Die

Auswahl der Quellentexte ist spannend. Eine stärkere Verortung und Einbindung der Quellentexte in die Darstellung der einzelnen Bewegungen im Rahmen der Geschichte der anderen Sozialen Arbeit in der Schweiz wäre aufschlussreich und könnte eine weiterführende Diskussion fördern.

Die Autorin und der Autor liefern mit ihrem Buch neue wichtige Erkenntnisse zur Geschichte der Sozialen Arbeit in der Schweiz. Sie machen damit ein weitreichendes Diskussionsangebot über die Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft der Sozialen Arbeit. Der Sozialen Arbeit in Theorie, Praxis und Ausbildung würde es gut anstehen, dieses aufzunehmen und fortzuführen.

*Yvonne Piesker (Bern)*

**Olivier Longchamp**  
**La politique financière fédérale**  
**(1945–1958)**

Editions Antipodes, Lausanne, 2014, 887 p., Fr. 74.–

Cette étude, issue d'une thèse de doctorat, analyse la politique financière fédérale, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à l'introduction d'une base constitutionnelle pour les recettes ordinaires de la Confédération, en 1958. La période étudiée est importante, parce que le régime financier qui y est âprement débattu, puis finalement concrétisé, sera maintenu dans ses grandes lignes jusqu'en 1993, date où l'Impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) est remplacé par la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). L'ouvrage montre de manière approfondie comment ce régime financier a été forgé à l'épreuve des rapports de forces sociaux et politiques de l'après-guerre. Une telle démonstration repose sur le recours à un riche matériau empirique (archives du Conseil fédéral et de l'administration, des commissions par-

lementaires, de nombreux partis et associations engagés sur les questions fiscales), mis au service d'un récit historique fluide et bien structuré. Ce travail apporte ainsi un prolongement majeur à l'étude pionnière de Jakob Tanner (*Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft*, 1986), dévolue à la politique financière de la Confédération durant le deuxième conflit mondial.

Olivier Longchamp montre en particulier comment les milieux patronaux et les secteurs de la droite liés à ces derniers ont réussi à imposer, dans l'après-guerre, une politique financière libérale. Cette réussite est d'autant plus remarquable que cette période est connue, au contraire, comme celle du développement, en Europe occidentale, d'un modèle d'Etat social financé par une imposition progressive. Le cas helvétique est, à l'inverse, fondé sur une croissance fortement contenue des dépenses de l'Etat et sur le maintien d'une imposition directe modeste au plan fédéral. Ainsi, les dépenses de la Confédération n'augmentent que lentement durant la période étudiée; considérées en valeurs réelles, en 1958, elles sont même toujours légèrement inférieures à leur niveau de 1946.

La capacité de la droite libérale à imposer un tel modèle repose d'abord sur la cohésion des organisations patronales, garantie par une forte intrication entre bourgeoisie bancaire et industrielle. Sur cette base, le patronat est apte à conclure des compromis avec d'autres couches sociales (petite-bourgeoisie, paysannerie), afin d'isoler les forces de gauche. Du point de vue de la fiscalité, cette tendance apparaît bien à travers les débats autour de l'imposition indirecte. Pour le patronat et ses relais parlementaires, une des priorités de la sortie de guerre est la consolidation de l'Impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA), introduit en 1941, appelé à devenir une source majeure de recettes pour la Confédération. L'enjeu est de réduire d'autant l'importance de l'imposition directe pour



le ménage fédéral, en particulier celle de l'Impôt de défense nationale (IDN). L'IDN est d'autant plus fortement combattu que le premier conseiller fédéral socialiste, Ernst Nobs, a réussi, en 1946, dans un contexte relativement favorable à la gauche, à introduire des suppléments à cet impôt, frappant prioritairement les hauts revenus et grandes fortunes. Le ministre s'est alors appuyé sur les pleins pouvoirs pour esquisser l'opposition de la droite au parlement. Dès lors, l'IDN devient beaucoup plus progressif que la plupart des impôts directs cantonaux.

L'auteur montre par ailleurs comment les organisations patronales ont su concéder des traitements fiscaux privilégiés pour les paysans, les vigneron et les commerçants pour légitimer l'ICHA à moyen terme. Certes, le projet de la droite a aussi été facilité par le discours plus conciliant alors adopté par la gauche sociale-démocrate. Avec les débuts de la guerre froide, celle-ci est de plus en plus soucieuse de se démarquer de la gauche prosoviétique. Ainsi, le Parti socialiste, qui dans l'entre-deux-guerres avait été un opposant farouche aux impôts sur la consommation, se retrouve, en 1952, dans le camp des adversaires à une initiative du Parti du travail exigeant la suppression de l'ICHA.

Parallèlement au renforcement de l'impôt sur la consommation, les impôts sur le revenu, la fortune et les transferts de fortune passent de 53 pour cent des recettes fédérales en 1945 à 27 pour cent en 1961, une évolution qui s'explique en particulier par des réductions successives de l'IDN. De plus, le régime financier de 1958 se solde finalement par une baisse de l'impôt sur le bénéfice et par une réduction des droits de timbre sur les coupons. Son introduction représente donc une claire défaite pour la gauche sociale-démocrate. Dès lors, celle-ci se montre d'autant plus empressée de revenir au Conseil fédéral, faute de parvenir à mener, depuis 1953,

une fructueuse politique d'opposition à l'extérieur du collège gouvernemental. A cette date en effet, le conseiller fédéral socialiste Max Weber avait démissionné, suite au rejet de sa réforme fiscale, combattue en référendum par des organisations patronales et une partie de la droite, opposées à une imposition directe jugée trop progressive.

Conjointement à la consolidation de l'imposition indirecte, le patronat et la droite libérale ont réussi à contenir l'extension de l'Etat social, en séparant de manière stricte le compte des assurances sociales et celui de la Confédération. Il s'agit ainsi d'éviter que les excédents dégagés en période de haute conjoncture – c'est le cas de l'après-guerre – soient utilisés par l'Etat pour financer de nouvelles assurances sociales. Cette stratégie a été couronnée de succès et elle contribue à expliquer pourquoi la réalisation des assurances maladie, maternité ou invalidité sont mises en sommeil dans l'immédiat après-guerre, à l'heure où elles sont en revanche introduites dans nombre d'Etats occidentaux. Dans le même ordre d'idées, les associations patronales ont eu tendance à considérer d'un bon œil la hausse importante des dépenses de réarmement durant les premières années de la guerre froide, car elles permettent d'absorber les excédents budgétaires, tout en soutenant l'industrie helvétique. Les chefs de l'armée et leurs soutiens politiques rencontrent d'autant moins d'obstacles à leurs revendications budgétaires que le Parti socialiste adhère par anti-communisme au principe d'une défense nationale forte.

Enfin, Olivier Longchamp montre la méfiance des organisations patronales face à la perspective d'un amortissement trop rapide de la dette fédérale, qui risquerait de légitimer les demandes de la gauche en faveur de nouvelles dépenses sociales. Les dirigeants des banques et assurances craignent des difficultés à placer leurs abon-

dantes liquidités sous forme de prêts à l'Etat, au cas où la dette héritée de la Mobilisation serait épongée trop rapidement. Cet afflux de liquidités est dû en particulier à l'arrivée de capitaux dans une place financière qui sort renforcée de la guerre. Sur ce point aussi, les milieux bancaires et assurantiels ont trouvé une oreille complaisante auprès des autorités, promptes à stériliser des francs pour soutenir les taux d'intérêts; dans son rapport d'activité pour 1954, l'Association suisse des banquiers souligne ainsi avec satisfaction que «le secteur public livre également sa contribution à la lutte contre la liquidité du marché». (711)

Au terme d'un riche parcours à travers les débats financiers de l'après-guerre, l'auteur livre une réflexion consacrée aux perspectives de recherche sur lesquelles ouvre son étude: ainsi, il s'agirait d'étudier de manière plus approfondie la structure des dépenses de la Confédération, pour mieux comprendre quels milieux sociaux en ont bénéficié, par exemple s'agissant d'entreprises centrales de l'après-guerre comme la construction des autoroutes. De même, les enjeux liés au développement des régies fédérales (PTT, CFF) et des collectivités publiques subalternes (cantons, communes) sont peu pris en compte dans les réflexions de l'auteur. Enfin, il serait bienvenu que des chercheuses ou chercheurs se penchent sur la question de la fiscalité internationale (14 conventions de double imposition sont en effet signées dans les années 1950) ou encore sur l'impact de l'essor fulgurant du secteur des holdings durant ces mêmes années. La prise en compte de ces dimensions multiples ouvrirait la voie à une compréhension plus générale de la politique financière suisse de l'après-guerre, mettant en lumière l'impact des évolutions nationales et internationales sur celle-ci, ainsi que des transformations du capitalisme en Suisse.

Hadrien Buclin (Lausanne)

Line Rennwald

**Partis socialistes et classe ouvrière**  
Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France: 1970–2008

Editions Alphil, Neuchâtel 2015, 308 p., Fr. 39.–

Longtemps perçue comme une évidence, l'existence d'un «vote de classe» en Europe occidentale liant en particulier «classe ouvrière» et partis de gauche a connu, ces dernières décennies, avec la sortie de l'ère industrielle et l'avènement d'une économie de services, une sorte de «mort et résurrection» aux mains des spécialistes du vote. (Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, 2014, 107) D'intérêt majeur pour cette question, le livre de Line Rennwald, issu de sa thèse soutenue à l'Université de Genève, s'inscrit dans la tradition des analyses socio-économiques du vote et prend comme point de départ l'existence de clivages socio-politiques déterminant le vote, et en particulier d'un «clivage de classe» opposant «ouvriers» et «possédants».

Dès les années 1980, de nombreux travaux mettent en évidence un désalignement entre classe et vote: le comportement électoral deviendrait bien plus volatil et moins déterminé par la position de classe. Par la suite, d'autres politologues ont proposé des mesures plus approfondies de la classe, qui les ont amenés à des conclusions plus nuancées sur le déclin de son influence sur le vote. En conséquence, Line Rennwald accorde une grande importance à une opérationnalisation fine du vote de classe. Elle s'appuie sur le schéma des classes «amélioré» du politologue Daniel Oesch. (*Redrawing the class map*, 2006) L'auteure pose ensuite des hypothèses explicatives aussi bien dans une perspective *bottom-up*, en partant des changements sociaux, que dans une perspective *top-down*, en analysant l'offre des partis politiques

et son potentiel effet mobilisateur sur le clivage de classe. D'où l'intérêt des cinq pays choisis, combinant des configurations variées en termes de systèmes de partis. Utilisant des sondages post-électorales ainsi que des enquêtes sociales comparatives, Line Rennwald se penche sur les années 1970–2000, qui ont vu la proportion des «ouvriers de production» parmi les citoyens d'Europe occidentale passer d'un tiers à un cinquième.

L'auteure commence justement par évaluer la perte de centralité des ouvriers dans les sociétés ouest-européennes et l'influence de cette chute sur le vote. Elle confirme un relatif déclin du vote ouvrier pour les partis socialistes. Celui-ci est particulièrement fort dans le cas du Parti socialiste suisse (PSS), devenu, d'un parti relativement ouvrier, un parti des classes moyennes salariées. Ses résultats indiquent également une tendance à l'abstention plus marquée chez les ouvriers de production, mais aussi un réaligement d'une partie d'entre eux vers les partis de droite radicale en Autriche, en Suisse et en France. Grâce à son opérationnalisation fine de la classe sociale, Line Rennwald montre que l'expansion démographique des travailleurs des services n'a pas réussi à compenser cette désaffection ouvrière, étant donné qu'ils se sont tout autant détournés des partis socialistes. En définitive, ces résultats révèlent un véritable «désalignement comportemental» et non simplement «structurel» entre les ouvriers et le vote socialiste. En effet, le déclin numérique du groupe des ouvriers ne fonde pas à lui seul le déclin du vote socialiste: leur désaffection est réelle.

Pour l'expliquer, Line Rennwald se tourne dans un premier temps vers l'impact potentiel des changements sociaux sur le vote ouvrier. Serait-ce le déclin d'un «milieu ouvrier traditionnel», fortement syndiqué, ancré dans de grandes entreprises et les grandes villes, et par là même

propice à la mobilisation des partis socialistes, qui expliquerait le désalignement? Les résultats amènent à des conclusions nuancées: si ces variables environnementales et en particulier la syndicalisation conservent un certain effet sur le vote socialiste des ouvriers de production, celui-ci n'est pas assez fort pour expliquer à lui seul le désalignement de leur vote.

Est-ce alors le changement d'attitudes des ouvriers, nommément leur potentielle «droitisation», qui expliquerait leur éloignement des partis socialistes? L'analyse des attitudes des ouvriers dans les années 2000 montre qu'ils restent dans tous les pays le groupe le plus à gauche économiquement. Sur l'axe culturel en revanche, les ouvriers de production sont plutôt conservateurs, rejoignant les petits indépendants, mais s'opposant en cela aux spécialistes socio-culturels et aux managers. Cette position des ouvriers n'a pas fondamentalement évolué depuis les années 1970. Il est révélateur que dans le cas de la Suisse, l'auteure s'appuie sur des questions de sondage posées à l'occasion de l'initiative Schwarzenbach en 1970, qui avait déjà laissé paraître des divisions entre partis de gauche et syndicats sur les questions d'immigration.

Adoptant enfin une perspective *top-down*, Line Rennwald étudie le changement d'offre des partis politiques en retenant comme critères non seulement leur positionnement sur les clivages économiques et culturels, mais également la saillance de ces enjeux dans leur communication et dans la compétition partisane en général. Elle montre que les partis socialistes étudiés, à l'exception notable du PSS, convergent vers les positions économiques des partis bourgeois. Tous insistent de plus en plus sur les enjeux culturels, au détriment des enjeux économiques – influencés en cela par la compétition interpartisane et la capacité de mise à l'agenda de thèmes culturels par les partis de droite

radicale. L'auteure voit donc dans ces évolutions de l'offre politique les causes du déclin du vote ouvrier, étant donné que les positions des ouvriers n'ont que peu changé.

L'étude de Line Rennwald est remarquable tant par l'ampleur de son objet de recherche, la finesse de son analyse de la classe sociale, que par son ambition explicative, en traitant aussi bien de la demande que de l'offre politique. Surmontant le défi de l'hétérogénéité des données, elle parvient à la conclusion que c'est d'abord par le changement de leur offre politique, et non seulement par les évolutions sociales, que les partis socialistes ont vu leur électorat ouvrier leur tourner le dos. On peut cependant se demander si le cadre d'analyse très rigoureux de Line Rennwald ne représente pas un carcan pour l'analyse, en posant un *explanandum* – le déclin du vote socialiste des ouvriers – et des pistes d'explication souvent présentées comme exclusives les unes des autres. On pourrait ainsi regretter que la distinction tranchée entre offre et demande ne permette pas vraiment d'étudier leur rencontre, autrement dit la constitution même d'un marché électoral. De plus, présenter ces deux approches comme *top-down* respectivement *bottom-up* correspond à un présupposé qui n'est pas vraiment discuté: les partis se

lieraient «par le haut», c'est-à-dire de manière centralisée, avec les citoyens. Même si Line Rennwald rappelle le rôle des «raccourcis» entre partis et citoyens, et notamment des syndicats, l'influence des transformations voire de la disparition de certains piliers du mouvement ouvrier – en particulier la presse socialiste – peut paraître tout autant décisive sur la formation du vote que l'évolution de l'offre partisane. Enfin, comme l'auteure le remarque à plusieurs reprises, les partis socialistes ont pu eux-mêmes réagir aux changements qu'ils percevaient dans leur base électorale, adaptant leur offre pour plaire à de nouvelles cibles électorales. On pourrait dès lors envisager les évolutions des 40 dernières années comme des processus circulaires entre offre et demande électorale. Pour mieux comprendre ces bouleversements de l'affiliation partisane sur la longue durée, la question de la (non-)transmission du vote socialiste entre les générations serait également une piste intéressante. Malgré ces réserves, le livre de Line Rennwald, en offrant une vue d'ensemble des évolutions du vote socialiste des 40 dernières années, est d'un intérêt certain pour l'histoire politique.

Zoé Kergomard (Fribourg)



Klio Buchhandlung und Antiquariat  
von der Krone, Heiniger Linow & Co.

Die  
Buchhandlung  
für  
Geschichte  
von  
HistorikerInnen  
und  
Titel  
zu  
den  
Uni-  
Veranstaltungen  
und  
Verkauf  
antiquarischer  
Bücher

Eigene  
Neuheiten  
und  
Fachkataloge  
für  
Geschichte  
Zudem  
An-  
und  
Germanistik  
Belletristik

Geschichte  
Philosophie  
Soziologie  
Politologie  
Ethnologie  
Dritte Welt  
Germanistik  
Belletristik

Grosses  
Geschichts-  
sortiment -  
Neuerscheinungen  
und  
Titel  
zu  
den  
Uni-  
Veranstaltungen

KLIO Buchhandlung  
Zähringerstr. 45  
Postfach 699  
CH-8025 Zürich 1

KLIO Antiquariat  
Zähringerstr. 41  
Postfach 699  
CH-8025 Zürich 1



Tel. 044 251 42 12  
Fax 044 251 86 12